



RAPPORT FINAL

**Ne laisser personne de côté : conférence mondiale de la Coalition pour
les droits égaux sur les droits des personnes LGBTI et le développement
inclusif**

**Vancouver, Colombie-Britannique
Du 5 au 7 août 2018**

Table des matières

SYNTHÈSE.....	3
Mise en contexte.....	3
Thème et objectifs de la conférence.....	4
Résultats de la conférence.....	5
SÉANCES PLÉNIÈRES.....	6
ATELIERS.....	8
Ateliers sur la défense des droits des personnes LGBTI ainsi que les questions intersectionnelles et transversales (lundi 5 août, de 15 h 15 à 16 h 45).....	8
Ateliers sur les catégories thématiques de la Coalition pour les droits égaux (mardi 6 août, de 9 h 15 à 10 h 30).....	11
Ateliers sur les approches intersectorielles visant à faire progresser les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif (mardi 6 août, de 10 h 45 à 12 h 15).....	15
Annexe A: Déclaration de la conférence.....	21
Annexe B: Recommandations de la société civile.....	25
Annexe C: Programme de la conférence.....	27
Annexe D: Participation à la conférence.....	40
Annexe E: Propos de haut-niveau et déclarations nationales.....	43

SYNTHÈSE

Mise en contexte

La [Coalition pour les droits égaux](#) est un regroupement multilatéral et multipartite qui permet aux États membres de collaborer étroitement avec la société civile, les organismes multilatéraux et les autres intervenants en vue de faire progresser les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif. Après avoir été fondée à Montevideo par les Pays-Bas et l'Uruguay, la Coalition est, depuis juin 2017, coprésidée par le Canada et le Chili pour un mandat de deux ans.

La Coalition plaide pour l'adoption d'une diplomatie novatrice et efficace et le développement inclusif dans le but de faire progresser les droits des personnes LGBTI.

La plupart des activités de la Coalition s'orientent selon quatre catégories thématiques :

- 1) Diplomatie régionale et internationale (coprésidents actuels : Pays-Bas et ILGA pan-Afrique)
- 2) Intégration de la question LGBTI au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (coprésidents actuels : Royaume-Uni et RFSL)
- 3) Coordination du financement des bailleurs de fonds (coprésidents actuels : États-Unis et Synergia)
- 4) Lois, politiques et pratiques nationales (coprésidents actuels : Argentine et CREA)

La Conférence mondiale de la Coalition pour les droits égaux est le seul rassemblement au monde qui réunisse des États, des organismes de coopération pour le développement, la société civile, des organismes internationaux, des fondations philanthropiques et divers autres intervenants dans le but de faire progresser les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif. Faisant fond sur la conférence de Montevideo où la Coalition a vu le jour en 2016 et sur les conférences sur les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif de Stockholm (2011), de Berlin (2013) et de Washington (2014) qui l'ont précédée, la conférence de Vancouver, la toute première à se dérouler sous l'égide d'une Coalition pour les droits égaux pleinement opérationnelle, a été, pour ses membres, l'occasion de prendre part à une rencontre diplomatique de haut niveau, de se lancer dans une collaboration de travail et de nouer des relations.

Près de 275 délégués de plus de 85 nationalités différentes ont pris part à la conférence mondiale de la Coalition pour les droits égaux sur les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif. Ces délégués étaient des représentants des membres de la Coalition : États signataires, États observateurs, parlementaires, organismes internationaux, organismes de la société civile, fondations philanthropiques et secteur privé. Reportez-vous à l'annexe D pour obtenir de plus amples précisions sur les participants.

Thème et objectifs de la conférence

Ayant pour thème « Ne laisser personne de côté », la conférence a reconnu qu'il est fondamental d'intégrer la question des personnes LGBTI au Programme 2030. Le travail des organismes de défense des droits de la personne est d'autant plus efficace qu'il s'accompagne d'une politique de développement inclusif. Beaucoup d'intervenants, de communautés et de gens sont trop souvent oubliés dans la lutte visant à faire progresser les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif. Prenant acte des obstacles intersectionnels qui freinent l'accès à l'égalité, la conférence de Vancouver a comporté un volet axé sur les groupes intersectionnels et sous-représentés, comme les femmes et les jeunes personnes transsexuelles, non binaires, intersexuées, lesbiennes, bisexuelles ou queer. Étant donné les priorités du Canada en tant que pays hôte, un autre volet a mis l'accent sur les questions et la participation des communautés francophones et autochtones.

Les principaux objectifs de la Conférence de 2018 sur la défense des droits des personnes LGBTI et le développement inclusif ont été les suivants :

- **L'approfondissement des connaissances**
 - pour tenir compte des tendances et des avancées mondiales en ce qui a trait aux droits des personnes LGBTI et au développement inclusif (« Que se passe-t-il? »);
 - pour mettre en lumière les facettes (action militante, action politique, programmation ou financement) de ces questions qui commencent à apparaître ou qui sont laissées dans l'ombre (« Que manque-t-il et où sont les principales lacunes? »);
 - pour trouver et améliorer les approches avant-gardistes et novatrices qui permettront de faire progresser les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif (« Qu'est-ce qui fonctionne? »)
- **L'établissement de réseaux**
 - pour accroître la collaboration entre les États, les organismes de coopération pour le développement, les organismes de la société civile, les organismes internationaux et les autres intervenants (au sein de la Coalition et en dehors) en vue de faire progresser les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif;
 - pour créer un espace sûr et propice à l'approfondissement et au renforcement des relations, ainsi que pour faire naître des occasions de coordination accrue;
 - pour veiller à ce que les discussions interétatiques mondiales sur la politique et la programmation continuent de tenir compte des priorités des personnes LGBTI et de répondre à leurs problèmes.
- **La création de normes**
 - pour faciliter l'adoption de normes étatiques internationales affirmant (p. ex., grâce à une déclaration faite durant une conférence) que les personnes LGBTI ont les mêmes droits que les autres et qu'elles doivent profiter des efforts de développement ainsi que participer à ces efforts au même titre que les autres;
 - pour fixer l'ordre des priorités des questions touchant les personnes LGBTI les plus marginalisées et historiquement les plus laissées de côté, et faire entendre leurs voix.

Résultats de la conférence

La conférence de Vancouver a donné lieu à la formulation d'une déclaration entérinée par les États membres de la Coalition sur les conseils de la société civile et des organismes internationaux.

La déclaration énonce dix engagements à respecter par ces États dans le but de renforcer la collaboration de tous les intervenants, y compris de la société civile et du secteur privé, de plaider en faveur des droits des personnes LGBTI, d'accroître, qualitativement comme quantitativement, l'aide destinée à l'organisation de ces personnes, de partager les pratiques exemplaires, de sensibiliser les personnes intersexuées à l'adoption de mesures de protection adéquates et de favoriser la collecte d'informations. La déclaration de la conférence est reproduite intégralement à l'annexe A.

Un certain nombre d'États membres de la Coalition et plusieurs organismes multilatéraux ont fait des déclarations à l'occasion de la conférence. Pour obtenir la transcription de certaines de ces déclarations, reportez-vous à l'annexe B.

Les organismes de la société civile ont également fait diverses recommandations aux États membres de la Coalition, dont beaucoup ont figuré en tête de la liste des travaux de la conférence et ont donc également été prises en compte dans le corps du présent rapport. La liste complète des recommandations se trouve à l'annexe C.

La conférence de Vancouver a aussi vu la Coalition accueillir son 40^e membre, puisque Chypre y a officiellement adhéré durant une cérémonie de signature tenue le 7 août.

Une autre réussite de la conférence a concerné un engagement et une collaboration accrues des législateurs et des représentants élus en vue de faire progresser les droits des personnes LGBTI. À l'occasion d'un déjeuner de travail et des réunions qui ont suivi, les législateurs et les représentants élus appartenant à la communauté LGBTI ou favorables à celle-ci ont discuté de la manière de collaborer sur les questions touchant les droits des personnes LGBTI à l'échelle internationale. Cela a donné lieu à un élargissement du réseau des législateurs et des représentants élus qui partagent les mêmes vues sur ces questions et sont prêts à se mobiliser, permis de mieux faire connaître les initiatives intéressant ces personnes et rendu possible l'établissement de priorités communes en matière de collaboration internationale sur les droits des personnes LGBTI. La discussion a porté principalement sur la mise en place d'un réseau international de législateurs et de représentants élus appartenant à la communauté LGBTI ou favorables à celle-ci. Des législateurs et des représentants élus du Canada, du Guatemala, de Malte, des Pays-Bas, du Pérou et des États-Unis qui travaillent dans les administrations locales, provinciales/étatiques et nationales étaient présents.

SÉANCES PLÉNIÈRES

La conférence de Vancouver s'est ouverte par les allocutions officielles de M^{me} Chrystia Freeland, ministre canadienne des Affaires étrangères, et de M. Roberto Ampuero, son homologue chilien (voir l'annexe B).

Groupe de haut niveau sur la violence, la discrimination et les inégalités subies par les personnes LGBTI dans le monde (lundi 5 août, de 11 h à 12 h)

Le premier groupe de haut niveau à se réunir dans le cadre de la conférence a mis l'accent sur la nécessité d'agir. Les conférenciers ont fait observer que plus de 70 pays continuent de criminaliser l'homosexualité et que les personnes LGBTI subissent dans le monde des degrés disproportionnés de violence et de discrimination dans l'accès à l'emploi, aux soins de santé et à d'autres services essentiels. De plus, ils ont signalé que les personnes LGBTI s'exposent à des degrés alarmants de violence extrajudiciaire et que ceux qui violent les droits de ces personnes le font trop souvent en toute impunité.

Ils ont aussi pris acte des nombreux efforts qui sont déployés pour faire progresser les droits des personnes LGBTI sur toute la planète. M^{me} Helena Dalli, ministre maltaise des Affaires européennes et de l'Égalité, a parlé de la loi de son pays sur l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles, une loi dont l'adoption a été rendue possible grâce à deux facteurs : la motivation personnelle/le leadership et le vaste processus décisionnel ascendant auquel les organismes locaux de défense des personnes LGBTI ont pu participer activement et régulièrement.

Les propos de la ministre ont, en grande partie, été repris par M. Victor Madrigal-Borloz, l'expert indépendant des Nations Unies en matière de prévention de la violence et de la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Celui-ci a fait observer le rôle fondamental joué par la société civile dans le processus ayant incité les États à agir au sein d'organismes multilatéraux allant de l'Organisation des États américains au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. M^{me} Rosana Almeida, présidente de l'Institut cap-verdien pour l'égalité et l'équité entre les genres, a, elle aussi, souligné l'importance de consulter régulièrement la société civile et de travailler main dans la main avec les médias, les journalistes et les universités pour faciliter la création de récits positifs et respectueux sur les expériences vécues par les personnes LGBTI et favoriser l'acceptation de ces personnes par les jeunes.

M^{me} Rosana Flamer-Caldera, directrice générale d'EQUAL GROUND, un organisme de la société civile du Sri Lanka, a insisté sur l'importance de mettre fin à l'impunité et demandé à la Coalition pour les droits égaux d'utiliser son influence pour inciter les pays à faire des réformes. Son point de vue a été étayé par M. Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États américains, qui a déploré les degrés alarmants de violence et de discrimination qui existent sur le continent américain, et ce, en dépit du fait que de nombreux pays adoptent des politiques et des lois de plus en plus sévères. Le secrétaire général a également souligné l'importance des principes et des résolutions de l'Organisation des États américains qui constituent des mécanismes permettant de faire progresser les droits des personnes LGBTI sur le continent américain.

Le point sur les tendances, les difficultés et les possibilités à l'échelle mondiale en lien avec les progrès des droits des personnes LGBTI et du développement inclusif (lundi 5 août, de 14 h à 15 h)

Maninder Gill, directeur du développement social au sein de la Banque mondiale, a expliqué que, pour son organisme, la nécessité de résoudre les questions relatives aux personnes LGBTI s'inscrit dans une prise de conscience plus large du coût financier de l'exclusion. M. Ricky Nathanson, fondateur de l'organisme TREAT (Trans Research, Education, Advocacy and Training) au Zimbabwe, a indiqué l'importance des organismes comme la Banque mondiale qui militent pour les droits des personnes LGBTI dans les pays qui continuent de criminaliser les personnes LGBTI et leurs conduites. M. Alberto de Belaunde, député péruvien, a parlé du rôle de premier plan que jouent les législateurs appartenant à la communauté LGBTI ou favorables à celle-ci en tant que forces de changement positif et remparts contre les régressions. L'existence d'institutions démocratiques robustes et coopératives explique également les progrès rapides qu'ont enregistrés les droits des personnes LGBTI dans certains pays d'Amérique latine.

Le rôle joué par la Coalition pour les droits égaux dans les progrès des droits des personnes LGBTI et du développement inclusif (mardi 6 août, de 8 h 30 à 9 h 15)

Cette séance portait sur la prise en compte des principaux messages formulés durant la première journée de la conférence et visait, au cours de la deuxième journée, à mettre l'accent sur l'incidence, pour les travaux de la Coalition, de l'avancée des droits de la personne et du développement inclusif. M^{me} Flávia Piovesan, commissaire de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, a parlé des outils internationaux et des autres bases juridiques permettant de comprendre l'« égalité » et la « liberté religieuse » et elle a expliqué que ces concepts ne s'opposent pas. L'interprétation des autres droits énumérés n'est pas une raison légitime pour fragiliser le concept fondamental d'égalité. M^{me} Micah Grzywnowicz, conseillère en matière de défense internationale des droits de la personne à la RFSL, a souligné l'importance accordée le premier jour aux données et expliqué l'intérêt que celles-ci présentent pour les objectifs de développement durable ainsi que le rôle qu'elles jouent dans l'élaboration des politiques et la défense des droits. En ce qui a trait à l'atelier sur les personnes intersexuées, un des principaux messages a été que les questions relatives aux personnes intersexuées devaient être explicitement perçues comme des questions liées aux droits de la personne et des enfants. Flávia Piovesan a approuvé et expliqué que les conventions et les accords régionaux et internationaux pertinents peuvent protéger les personnes intersexuées, y compris les enfants, notamment dans le contexte des soins de santé.

Durant une période de questions-réponses dirigée, des membres de la société civile ont parlé des recommandations (formulées durant la réunion de préparation à la conférence) faites par les organismes de la société civile à la Coalition pour les droits égaux (voir l'annexe C). Plus précisément, les interventions durant la période de questions-réponses dirigée ont porté sur l'importance d'admettre que la plupart des États membres de la Coalition ne défendent pas adéquatement les droits des

personnes intersexuées et qu'il est nécessaire d'obliger ces États à mieux rendre compte de leurs actions pour s'assurer qu'ils progressent dans ce domaine. En outre, la nécessité d'augmenter les fonds attribués à l'organisation des personnes intersexuées et, plus largement, des personnes LGBTI a également été soulignée.

ATELIERS

Les principales recommandations et les principaux thèmes formulés durant chacun des ateliers sont indiqués ci-dessous dans un ordre chronologique qui suit celui du programme de la conférence (voir l'annexe E).

Ateliers sur la défense des droits des personnes LGBTI ainsi que les questions intersectionnelles et transversales (lundi 5 août, de 15 h 15 à 16 h 45)

Défense des droits des personnes LGBTI autochtones et développement inclusif

- Les personnes LGBTI autochtones sont victimes de discrimination, de racisme, d'homophobie et de violence, ce qui a des répercussions alarmantes sur leur bien-être social, émotif, physique et spirituel. Cet état de choses contraste grandement avec certaines des réalités des sociétés précolombiennes qui acceptaient les différentes identités culturelles, sexuelles et de genre. Les personnes LGBTI autochtones ont également du mal à entrer dans les mouvements sociaux des personnes LGBTI et à obtenir des services de soins de santé et de bien-être de qualité, ce qui a pour effet d'accroître leur isolement ainsi que la discrimination et la violence dont elles sont victimes.
- Les conférenciers ont parlé des difficultés de concilier les droits de la personne, qui sont individuels, et les droits collectifs, qui font partie intégrante de la culture autochtone. Il peut être ardu de maintenir un équilibre entre les différents rôles et responsabilités culturels associés à ces droits.
- Les participants ont également souligné le manque de données sur les personnes et les communautés LGBTI autochtones ayant été obtenues d'une manière éthique, et ils ont mentionné que le terme LGBTI ne reflète pas certaines spécificités des cultures autochtones (comme les concepts de bispiritualité dans certaines parties de l'Amérique du Nord, de sistergirl ou de brotherboy en Australie et de Fa'afafine à Samoa).
- Voici certaines des recommandations visant à progresser sur ces questions :
 - Créer les compétences et les structures culturelles qui aideront les gouvernements, les organismes de la société civile et les autres partenaires à garantir la préservation de la culture des personnes LGBTI autochtones dans le monde et l'établissement de relations entre ces personnes;
 - Œuvrer à l'amélioration des organismes et du leadership autochtones à l'échelle locale;
 - Appuyer la conception et la mise en œuvre d'un réseau mondial des personnes LGBTI autochtones;
 - Aider les personnes et les communautés LGBTI autochtones à combattre le manque d'acceptation sociale, l'absence de services adéquats ainsi que l'isolement et la discrimination;

- Envisager la mise sur pied d'une campagne de sensibilisation des personnes LGBTI autochtones à l'échelle mondiale axée sur des personnalités LGBTI autochtones modèles qui pourront expliquer leur compréhension des réformes législatives, des violations des droits de la personne et des incidences sur les lois, et plaider en faveur des droits des personnes LGBTI;
- S'engager à aider les personnes LGBTI autochtones dans le monde à prendre part aux conférences de la Coalition pour les droits égaux, et les parrainer pour que cela soit possible.

Défense des droits des personnes LGBTI francophones et développement inclusif

- Les conférenciers ont souligné que la défense des droits des personnes LGBTI francophones et le développement inclusif se heurtent à de nombreux obstacles, puisque 1) la plupart des possibilités de financement et des activités de réseautage proposées par les ONG sont en anglais, 2) la majeure partie des documents et des projets de recherche pertinents ne sont pas disponibles en français et 3) nombre d'organismes et de communautés francophones ne disposent donc pas de la capacité et des connaissances des organismes et des communautés anglophones (et, dans une moindre mesure, hispanophones).
- Voici certaines des recommandations visant à lever ces obstacles :
 - Soutenir financièrement les organismes de personnes LGBTI francophones pour les inciter à prendre part aux principales activités et conférences d'envergure mondiale;
 - Inciter les administrations francophones très impliquées à l'échelle nationale à participer plus activement au travail de solidarité internationale;
 - Collaborer sur cette question avec la société civile des pays francophones dans le but d'appuyer l'action militante de base et de favoriser le renforcement des capacités.

Défense des droits des personnes intersexuées et développement inclusif

- Les conférenciers ont fait observer que les interventions chirurgicales forcées sur les bébés et les jeunes intersexués sont souvent effectuées pour des raisons sociales ou culturelles plutôt que pour des raisons de santé.
- La pauvreté, la mésinformation de l'opinion publique sur les droits des personnes intersexuées et son désintérêt pour cette question, tout comme le peu d'informations dont disposent les personnes intersexuées elles-mêmes sur leur condition, comptent parmi les obstacles qui entravent l'avancée des droits de ces personnes.
- La loi sur l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles adoptée par Malte fait partie des rares exemples de lois qui prennent ces questions en considération. Cette loi prolonge la durée pendant laquelle le sexe d'un enfant peut être inscrit sur son certificat de naissance et elle interdit les interventions médicales sur les personnes intersexuées pour des raisons sociales ou culturelles. En cas de violation de cette loi, les peines encourues sont semblables à celles relatives à la mutilation génitale des femmes. Le gouvernement maltais s'est également penché sur les politiques ordinaires relatives aux caractéristiques sexuelles dans d'autres secteurs (comme la politique pénitentiaire ou la politique éducative).
- Voici certaines des recommandations formulées durant cette séance :

- Les États membres de la Coalition devraient entreprendre des réformes nationales visant à garantir les droits des personnes intersexuées, et notamment interdire les interventions chirurgicales et autres traitements sans le consentement éclairé et préalable des personnes intersexuées;
- Les États membres de la Coalition devraient appuyer et financer les organismes qui travaillent sur les questions de l'intersexualité à l'échelle nationale et internationale.

Défense des droits des personnes transsexuelles ainsi que de diverses identités de genre et développement inclusif

- Les conférenciers ont fait observer que le financement était un problème important et récurrent, puisque certains éléments de cette communauté ne reçoivent jamais de financement, alors que d'autres profitent du financement octroyé à des catégories ou à des questions plus larges (comme les droits des personnes LGBTI ou les droits des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes). Ce sont donc des organismes qui ne sont pas dirigés par des personnes transsexuelles qui contrôlent la plupart des ressources, si bien que ces personnes ne bénéficient pas de services adéquats.
- La secrétaire d'État portugaise pour la Citoyenneté et l'Égalité a tracé les grandes lignes de la Loi sur le droit à l'autodétermination de l'identité de genre et de l'expression de genre et à la protection des caractéristiques sexuelles approuvée par le parlement du Portugal en juillet 2018.
- Un changement social est indispensable. Les médias et les arts qui visent à humaniser les personnes transsexuelles peuvent jouer un rôle actif dans ce changement. Par exemple, le film *Una Mujer Fantastica* a eu une influence considérable sur l'évolution des attitudes de la société en ce qui a trait aux droits des personnes transsexuelles au Chili et, au Portugal, le gouvernement a récemment lancé une campagne intitulée « Personnes transsexuelles et intersexuées – Le droit d'exister » dans le but de sensibiliser l'opinion publique et de changer les comportements par l'intermédiaire des médias.
- Dans le cas des enfants et des adolescents, la reconnaissance juridique du genre peut s'avérer problématique. En effet, les études montrent que c'est durant l'enfance ou à l'adolescence que la grande majorité des personnes transsexuelles ont des idées suicidaires, si bien qu'il est nécessaire de déployer des efforts supplémentaires pour détecter les jeunes personnes transsexuelles et les protéger.
- Les communautés et les mouvements de personnes transsexuelles ont besoin d'aide pour renforcer leurs capacités et se doter de nouveaux dirigeants pour assurer la pérennité de ces mouvements.

Défense des droits des personnes lesbiennes et bisexuelles et développement inclusif

- La violence, notamment sexuelle, est l'un des principaux problèmes auxquels doivent faire face les femmes lesbiennes, bisexuelles et queer (LBQ). Ce phénomène est exacerbé par la religion et les familles qui s'immiscent dans le processus judiciaire. Les femmes LBQ ont

- également du mal à faire valoir leurs droits en raison des coûts et de la durée des poursuites judiciaires.
- Le manque de données sur ces femmes peut aussi être un obstacle de taille. En effet, il est plus facile de ne pas se soucier des femmes LBQ quand elles n'existent pas dans les données.
 - Ces femmes sont donc souvent laissées pour compte. Aux yeux des bailleurs de fonds, il n'y a pas d'organisme de défense des droits des femmes et des personnes LGBTI.
 - Les données montrent que la grande majorité des organismes de défense des personnes LGBTI sont dirigés par des hommes et que les femmes sont tenues à l'écart. Il s'agit d'un problème auquel il faut s'intéresser davantage.
 - Les priorités englobent la décriminalisation et l'égalité totale des femmes LBQ, la recherche sur ces femmes, le renforcement de leur capacité d'agir et les échanges entre elles.

Ateliers sur les catégories thématiques de la Coalition pour les droits égaux (mardi 6 août, de 9 h 15 à 10 h 30)

Diplomatie internationale et régionale

- Appuyer la réforme judiciaire et la dépénalisation du statut de personne LGBTI s'est avéré un thème central.
- Human Dignity Trust, l'ONG britannique, a indiqué comment la diplomatie pourrait appuyer les litiges stratégiques et soutenir les efforts de réforme judiciaire dans six domaines : La **consultation** des défenseurs; le **financement** alloué à la documentation et à la collecte de données, ainsi qu'au modelage de l'opinion publique par des efforts de diplomatie ouverte; la **réunion** des leaders d'opinion, des militants, des fonctionnaires et des juges; le processus de **félicitations** des États qui prennent des mesures progressistes; le processus de **mise en garde** des États qui prennent des mesures régressives (notamment quand ils s'opposent à des décisions progressistes) et enfin la **promotion** de la nécessité de faire des réformes judiciaires.
- M. Victor Madrigal, l'expert indépendant des Nations Unies en matière de prévention de la violence et de la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, s'est dit d'accord avec l'idée de mettre l'accent sur la dépénalisation, et il a ajouté que la Coalition pourrait aussi veiller à réduire le discrédit et la violence auxquels s'exposent les défenseurs des personnes LGBTI, ainsi qu'à assurer la continuité du mandat de l'expert des Nations Unies.
- À titre de coprésident de la Coalition pour les droits égaux, le Chili a souligné que les démarches privées et les déclarations publiques étaient des outils dont elle pouvait se servir pour faire changer les choses. Il a également parlé de la nécessité d'accueillir un plus grand nombre d'États du Sud au sein de la Coalition.
- M^{me} Monica Tabengwa, coprésidente de l'atelier sur la diplomatie, a incité la société civile à participer plus activement au groupe sur la diplomatie, et elle a parlé de la nécessité de saluer les actes progressistes ainsi que de s'opposer aux tendances régressives.
- Les organismes de la société civile ont, quant à eux, demandé à la Coalition de mettre la dernière main à sa boîte à outils sur la diplomatie et de la diffuser.

Coordination du financement des bailleurs de fonds

- Cet atelier visait à discuter des difficultés que rencontrent les bailleurs de fonds – et des pratiques exemplaires dont ils disposent – pour s’assurer que « ne pas nuire » est le principe fondamental qui guide la défense des droits des personnes LGBTI et le développement inclusif. L’atelier a également eu pour objectif de mettre en lumière les pratiques exemplaires qui permettent aux bailleurs de fonds d’optimiser le bien qu’ils font.
- La discussion s’est appuyée sur deux études de cas frappantes : le Nigeria et l’Indonésie. Dans les deux cas, des conférenciers de la société civile ont indiqué le besoin criant de bénéficier du soutien de bailleurs de fonds, surtout en cas d’urgence.
- Ils ont invité le mouvement et les bailleurs de fonds à faire preuve de créativité dans leur approche, notamment en ce qui a trait à la coordination des bailleurs de fonds à l’échelle nationale, à la compréhension de l’hétérogénéité de la société civile et de l’impossibilité pour elle de parler d’une seule voix, ainsi qu’au besoin criant d’assouplir le processus d’octroi de fonds dans les situations urgentes et imprévisibles.
- Les conférenciers ont souligné l’importance d’appuyer les efforts déployés par les mouvements de défense des personnes LGBTI pour veiller à ce qu’ils gardent leur capacité d’agir, puissent croître et conservent leur faculté d’adaptation, et ce, même si les bailleurs de fonds se servent des organismes de défense des droits de la personne habituels comme d’intermédiaires.
- Enfin, il existe un profond attachement des bailleurs de fonds et de la société civile au principe de « ne pas nuire ». Pour suivre ce principe, les bailleurs de fonds devraient s’assurer que les efforts sont déployés par les mouvements de défense des personnes LGBTI, se concentrer sur le caractère inoffensif des programmes mis sur pied (notamment en cas d’urgence) et répondre aux besoins de financement établis par la communauté.
- La discussion s’est terminée par une sévère mise en garde contre le fait de se servir du principe de « ne pas nuire » comme d’un prétexte pour ne rien faire. Au contraire, il s’agit d’une occasion d’associer les personnes LGBTI aux efforts des bailleurs de fonds visant à aplanir les difficultés auxquelles ils se heurtent pour continuer d’aider et de financer ces communautés.

Lois, politiques et pratiques nationales

- Bien que les autres ateliers aient pris la forme du débat d’experts, celui-ci a pris la forme d’une discussion dirigée à laquelle ont pris part divers conférenciers de haut niveau.
- **Ignacio Sola Barleycorn, directeur général pour l’égalité de traitement et la diversité au sein du ministère espagnol de la Présidence, des Relations avec le parlement et de l’Égalité** : Au milieu des années 2000, l’Espagne a donné un degré de priorité élevé à l’élargissement des droits des personnes LGBTI, notamment en ce qui a trait au mariage homosexuel et à la possibilité de changer de sexe dans les documents. Certaines questions à l’étude portent, entre autres, sur les droits des personnes transsexuelles (comme le droit à l’autodétermination). Le gouvernement espagnol a récemment adopté de nouvelles mesures : la Marche des fiertés fait désormais partie des activités officielles et les femmes lesbiennes ainsi que bisexuelles ont récemment retrouvé la possibilité de recourir à la fécondation in vitro. D’autres pratiques progressistes ont été autorisées, comme l’octroi aux organismes de défense des personnes LGBTI de subventions ou de fonds destinés à promouvoir les droits de la personne, ou encore la mise sur pied d’un observatoire sur les crimes haineux faisant appel à des unités formées

spécialement et à la société civile. Il est également question d'adopter des normes sur la diversité dans les entreprises.

- **Mark Kamperhoff, chef de groupe, Coordination des affaires avec l'UE et des affaires internationales au sein du ministère fédéral allemand de la Famille, des Aînés, des Femmes et de la Jeunesse** : À la suite d'une décision de la Haute Cour au sujet d'une personne désireuse d'être juridiquement reconnue comme une personne non binaire, le gouvernement allemand a maintenant jusqu'à la fin de l'année pour créer une troisième catégorie de genre dans les fichiers officiels de l'administration publique. Le ministère de la Famille avait demandé la réalisation d'une étude sur ce sujet, laquelle a été citée dans la décision rendue par la Cour, ce qui met en lumière l'importance que revêtent les études d'experts et la collecte de données dans la progression des droits des personnes LGBTI.
- **Marc Bichler, ambassadeur itinérant du Luxembourg pour les droits de la personne** : Le Luxembourg a récemment mis en place un [plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTI](#). Prenant acte que « les problèmes complexes exigent des réponses complexes », ce pays considère qu'il est important de suivre des approches pluripartites qui font appel aux pouvoirs publics, au secteur privé, à la population et à la société civile. Le Luxembourg a également institué le Comité interministériel des droits de l'homme, lequel se réunit tous les deux mois et aide à accroître la cohérence et la collaboration entre les ministères. Le Luxembourg a récemment adopté une loi facilitant les procédures de changement de prénom et de genre dans les documents officiels, même pour les personnes mineures consentantes et les étrangers résidant dans ce pays. Une nouvelle loi sur les personnes intersexuées est en cours d'élaboration.
- **Julia Marcela Suárez Cabrera, Conseil national du Mexique pour la prévention de la discrimination** : En mai 2016, le président du Mexique a convoqué une réunion au cours de laquelle lui et ses ministres ont écouté des représentants de la société civile et donné des instructions pour adopter, dans les plus brefs délais, des mesures visant à garantir les droits des personnes LGBTI. Depuis, beaucoup a été fait : un sondage sur le sujet de l'orientation sexuelle et l'identité de genre a notamment permis de recueillir des données sur les expériences vécues et les perceptions. Les résultats de ce sondage seront rendus publics en octobre 2018. Ces données serviront à l'élaboration de politiques publiques. Un autre sondage sur les questions relatives aux personnes intersexuées a été élaboré à la suite d'une recommandation formulée par un groupe de travail de la société civile selon laquelle les droits des personnes intersexuées devaient être examinés séparément. Des protocoles de portée nationale portant sur la discrimination à l'embauche et les soins de santé ont également été créés.
- **Craig Hawke, représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès des Nations Unies à New York** : La Nouvelle-Zélande a adopté très tôt la prophylaxie préexposition contre le VIH/sida et débloqué des fonds publics pour faciliter l'accès à cette thérapie. Un groupe de pédiatrie clinique a aussi été constitué en vue d'améliorer les pratiques cliniques relatives aux droits des personnes intersexuées. Des services de soins de santé, y compris des services de santé mentale, destinés aux personnes transsexuelles ont été mis en place dans les régions du Nord. Les deux principales difficultés qui freinent l'évolution des politiques et des pratiques

exemplaires dans ce domaine sont la coordination des différents secteurs de la fonction publique concernés et le caractère lacunaire des données, notamment de celles sur les personnes transsexuelles.

- **Manuel Abrantes, expert technique au sein du Bureau de la secrétaire d'État portugaise pour la Citoyenneté et l'Égalité** : Parmi les facteurs qui ont facilité l'adoption de la loi sur l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles, citons la réalisation d'une étude sur les expériences des communautés transsexuelles au Portugal ainsi que le vaste processus de consultation de la société civile et d'échanges avec elle. En plus de cette loi, certaines mesures sont actuellement à l'étude : un nouveau cadre stratégique pour les personnes LGBTI, un plan d'action national qui sera mis en place durant les 4 prochaines années, la mise sur pied d'un nouveau refuge d'urgence pour personnes LGBTI, ainsi que des formations dans les domaines de la santé et de la sécurité.
- **Marjan Cencen, ambassadeur de Slovénie au Canada** : La Slovénie a récemment adopté une loi sur l'union civile et pris des mesures législatives contre la discrimination liée à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Le système d'éducation comporte aussi des cours sur les droits de la personne destinés aux étudiants et aux enseignants, et des fonds publics ont été injectés dans divers projets allant des tables rondes aux activités de sensibilisation en passant par des compétitions sportives et des expositions d'art.
- **Robert Moossy, vice-procureur général adjoint des États-Unis** : La loi fédérale sur les crimes haineux a donné lieu à un certain nombre de poursuites judiciaires, et tous les fonctionnaires fédéraux chargés de faire appliquer cette loi ont suivi une formation sur les questions relatives aux personnes LGBTI.
- **Stéphane Carcillo, chef de la Division emploi et revenus de l'OCDE** : L'OCDE procède actuellement à un recensement des lois nationales relatives aux droits des personnes LGBTI dans 36 pays. Les questionnaires ont été envoyés à la société civile, puis au gouvernement, des sept pays qui participent au projet pilote. Les résultats seront publiés dans le Panorama de la société de l'année prochaine. En 2019, ce sont les programmes qui seront examinés.
- **Joyce Hamilton, COC Pays-Bas** : Elle a invité les États à associer la société civile au processus de modification des lois et de modernisation des politiques portant sur les questions relatives aux personnes LGBTI. Elle a recommandé aux États de planifier à long terme et de prendre en compte les ressources dans la planification.
- **Julius Kaggwa, SIPD Ouganda** : Il a exhorté les États membres de la Coalition pour les droits égaux à faire en sorte que leurs lois nationales associent à un crime haineux la chirurgie des organes génitaux lorsque celle-ci est pratiquée sans le consentement de la personne concernée.

Les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030

- Le Programme 2030 a été conçu dans l'optique d'en faire un puissant outil destiné à améliorer la vie des personnes LGBTI puisque le cadre a été entériné pratiquement partout, que les personnes LGBTI font partie des groupes les plus susceptibles d'être « laissés pour compte », qu'elles méritent donc d'arriver en tête des objectifs de développement durable et que ce Programme met grandement l'accent sur l'inclusion.

- Atteindre les objectifs de développement durable et améliorer l'inclusion des personnes LGBTI est par essence une entreprise multipartite : des gouvernements se réunissent et entreprennent des négociations, des organismes multilatéraux et de la société civile recueillent des données pour se faire une idée de la situation, aident les pays à collecter des données sur l'inclusion et peuvent éclairer le processus décisionnel relatif aux politiques et au financement (p. ex., l'indice d'inclusion des personnes LGBTI du PNUD).
- Voici certaines des recommandations visant à progresser sur ces questions :
 - Les États membres de la Coalition pour les droits égaux devraient plaider en faveur de l'établissement de liens entre le Programme 2030 et l'inclusion des personnes LGBTI, notamment grâce à la réalisation des examens nationaux volontaires par les États membres;
 - La Coalition devrait faciliter la collaboration avec la société civile durant le Forum politique de haut niveau.

Ateliers sur les approches intersectorielles visant à faire progresser les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif (mardi 6 août, de 10 h 45 à 12 h 15)

Le rôle du secteur privé dans la défense des droits des personnes LGBTI et le développement inclusif

- Les participants ont été unanimes à penser que les entreprises ont la capacité de faire progresser les droits des personnes LGBTI en interne comme au sein de la société. En interne, les entreprises, notamment les multinationales, devraient veiller à adopter des politiques visant à protéger les personnes LGBTI contre la discrimination à l'échelle de l'entreprise, et à les faire appliquer où que ces entreprises se trouvent dans le monde.
- En externe, les entreprises devraient plaider, dans les règles, en faveur des droits des personnes LGBTI et de leur inclusion dans la société, étant donné que nombre d'entre elles ont une place et une influence uniques dans beaucoup de pays. C'est ce qu'ont déjà fait certaines entreprises en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. En outre, la coalition Open For Business regroupe des entreprises multinationales qui sont désireuses de parler d'une seule voix pour promouvoir les droits des personnes LGBTI dans les contextes régionaux plus difficiles, notamment en Afrique et en Asie.
- Les entreprises peuvent également tisser des liens avec les organismes de la société civile pour aider ces organismes à renforcer leurs capacités et les faire profiter de leurs ressources, comme mettre à leur disposition des lieux sûrs dans lesquels organiser des réunions ou des activités ou encore les faire bénéficier de leur expertise juridique ou comptable.
- Le secteur privé peut favoriser le développement économique des personnes LGBTI, des chefs d'entreprise et des communautés dans le monde entier. Par exemple, les entreprises peuvent adopter des politiques visant à embaucher des personnes LGBTI, à appuyer les entreprises

appartenant à des personnes LGBTI et donner des formations à des groupes de personnes LGBTI pour leur permettre d'acquérir de précieuses compétences.

- **Recommandations :**
 - La Coalition pour les droits égaux devrait inviter des personnes influentes du secteur privé à participer aux prochaines conférences. Cela permettrait à ces personnes de prendre part à des conversations intersectorielles sur les droits et l'inclusion des personnes LGBTI ainsi que sur la manière dont les gouvernements, la société civile et les entreprises peuvent travailler main dans la main pour faire progresser l'égalité;
 - La Coalition pourrait conseiller les États membres sur la manière d'élaborer des politiques publiques visant à inciter les entreprises à s'ouvrir aux personnes LGBTI. Cela se ferait en collaboration avec des entreprises ayant déjà adopté des pratiques de premier ordre en matière de diversité et d'inclusion, ainsi qu'avec des organismes de la société civile qui aident les entreprises à mettre en œuvre ces pratiques;
 - La Coalition pourrait rendre responsables les États membres de reprendre les pratiques exemplaires du secteur privé dans les politiques et les pratiques relatives à l'inclusion des personnes LGBTI destinées aux fonctionnaires;
 - La Coalition pourrait faciliter les rencontres entre les organismes de la société civile et les entreprises. Cela permettrait de jeter les bases à partir desquelles le secteur privé pourrait appuyer la société civile;
 - Les États membres de la Coalition pourraient conseiller les chefs d'entreprise sur la manière de parler d'inclusion des personnes LGBTI aux représentants des pays les plus réticents;
 - La Coalition pourrait inviter les organismes de la société civile qui servent d'agents de liaison avec le secteur privé à prendre part à ses réunions et à ses activités.

Réponses multisectorielles aux crimes haineux et à la violence contre les personnes LGBTI

- La discussion a porté sur les lacunes, les outils et les pratiques exemplaires en lien avec le signalement de la violence à motivation tendancieuse par les représentants de la société civile et de la fonction publique. Elle a mis en lumière l'importance des données dans le processus de poursuites pénales, les litiges stratégiques sur les droits de la personne et, plus largement, les choix politiques et les objectifs des activités de mobilisation.
- Robert Moosy, vice-procureur général adjoint au sein de la Direction des droits de la personne du ministère de la Justice des États-Unis, a décrit l'évolution de la jurisprudence américaine en lien avec la lutte contre les crimes haineux et fait observer le rôle essentiel que la collecte de données et la preuve ont joué dans l'adoption en 2009 de la Loi sur la prévention des crimes haineux de Matthew Shepard et James Byrd Jr.
- Victor Kundrák, agent de recherche sur les crimes haineux au sein du Bureau des institutions démocratiques et des droits de la personne de l'OSCE, a fait savoir que seulement 16 États membres de l'OSCE (sur 57) ventilaient les données sur les crimes haineux en fonction de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Toutefois, l'OSCE collabore étroitement avec les organismes de la société civile pour aider ces derniers à améliorer l'efficacité du processus de signalement. Pour ce faire, elle organise régulièrement des ateliers et des séances de formation

sur le signalement des crimes haineux, et publie des guides pratiques sur les pratiques exemplaires.

- Cianán Russell, agent des Nations Unies auprès de Transgender Europe, a expliqué les nombreux obstacles qui freinent le signalement des crimes haineux contre les communautés transsexuelles du monde entier. Dans sa présentation, il a indiqué que Transgender Europe appuie la recherche visant à comprendre la violence qui vise les communautés transsexuelles et de diverses identités de genre en Europe et ailleurs, ainsi que les pratiques exemplaires qui, selon cet organisme, sont susceptibles de faciliter les initiatives locales en faveur des personnes transsexuelles et destinées à accroître le leadership de cette communauté.
- Njeri Gateru, directrice générale de la National Gay and Lesbian Human Rights Commission (NGLHRC) au Kenya, a parlé des obstacles qui entravent la collecte des données sur les crimes haineux dans un pays où les relations homosexuelles sont toujours illégales et les personnes LGBTI sont victimes d'extorsion et de violence policières. Elle a mentionné que plusieurs programmes de formation de la NGLHRC commencent à accroître la sensibilisation de la police et à établir un climat de confiance au sein des communautés LGBTI.
- Dans leurs remarques de conclusion, les participants ont souligné que la grande majorité des crimes haineux ne sont toujours pas signalés, même dans les pays qui ont pris de rigoureuses mesures pour recueillir les données et les analyser. L'atelier s'est donc terminé par un plaidoyer conjoint des participants en faveur d'une intensification – et d'une plus grande coordination – des efforts déployés pour recueillir des données sur les crimes haineux et pour ventiler et analyser celles-ci en fonction de leurs répercussions particulières sur les communautés LGBTI.

Le rôle des données dans la défense des droits des personnes LGBTI et le développement inclusif

- Les conférenciers ont fait observer l'importance considérable des données en tant que facteur de changement. En effet, quand les données mettent en évidence la gravité d'un problème, il devient possible de s'attaquer au problème.
- Voici différentes initiatives visant à recueillir des données dans différents contextes et à les diffuser :
 - L'initiative du Global Philanthropy Project portant sur la collecte des données relatives au financement des organismes LGBTI à l'échelle mondiale;
 - L'initiative du PNUD relative à l'indice d'inclusion des personnes LGBTI dans le monde, lequel vise à recueillir des données sur l'inclusion de ces personnes dans cinq domaines stratégiques, et à les analyser. Le PNUD et la Banque mondiale se sont associés pour créer 51 indicateurs destinés à l'indice, en collaboration avec de multiples intervenants, dont la RFSL, l'ILGA et OutRight Action International;
 - L'enquête ILGA-RIWI sur les attitudes du public envers les personnes LGBTI dans le monde;
 - Les initiatives locales de collecte et d'indexation, comme celles réalisées au Salvador par des ONG de ce pays sur l'aptitude de la fonction publique à répondre aux besoins des personnes LGBTI et l'efficacité de cette réponse.
- Il existe très peu de données sur les communautés LGBTI dans de nombreux contextes. Il est donc important de recueillir systématiquement des données sur ces communautés, car 1) les données sont indispensables à l'élaboration des politiques publiques et à la fixation des priorités et 2) elles mettent au jour les tendances et les évolutions (elles indiquent, par exemple, si les politiques mises en œuvre sont efficaces et si les niveaux du financement destiné à la défense des droits des personnes LGBTI ont changé).

- Les difficultés associées à la collecte des données : le terme LGBTI n’englobe pas l’ensemble des formes de diversité sexuelle et de genre, les administrations n’ont souvent pas la capacité de recueillir des données rigoureuses (sur les personnes LGBTI comme, dans bien des cas, sur la population en général), les communautés et les organismes LGBTI peuvent avoir des capacités et des compétences limitées en matière de collecte de données, ainsi qu’être réticents à l’idée de divulguer le statut de personne LGBTI dans les sondages généraux, etc.
- Recommandations :
 - En plus d’aider à renforcer la capacité des gouvernements à recueillir des données, aider la société civile, le secteur privé et les autres acteurs à collecter des données pertinentes;
 - Élaborer des mesures de sécurité visant à rendre les données impersonnelles et à atténuer le risque que ces données servent à persécuter localement les communautés LGBTI;
 - Encourager les organismes qui recueillent régulièrement des données à collecter des données ventilées par orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles;
 - Il faudrait que les bailleurs de fonds des activités en faveur des personnes LGBTI s’engagent à divulguer les données relatives à leur portefeuille de financement, de manière à faciliter l’instauration d’un dialogue objectif, ouvert et transparent sur le paysage du financement du mouvement LGBTI à l’échelle mondiale.

Collaborations entre les mouvements de lutte contre le VIH/sida, les mouvements de défense des droits des personnes LGBTI et les mouvements des femmes

- La lutte contre le VIH/sida permet souvent de faire progresser les questions LGBTI, y compris en donnant aux hommes homosexuels, aux travailleurs et travailleuses du sexe et aux autres populations souvent marginalisées la possibilité de rencontrer en personne les ministres de la Santé.
- Les conférenciers ont discuté de la montée de l’intolérance dans le monde, après des années de progrès, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des personnes LGBTI de même que la lutte contre le VIH/sida. Face aux lois contre la propagande, aux mesures contre les personnes LGBTI et à la polarisation croissante de la société, il faut nouer des alliances avec les mouvements qui représentent les autres communautés laissées pour compte.
- Ce recul est fortement préjudiciable aux droits à la santé et aux droits des femmes et des personnes LGBTI (p. ex. la fermeture de cliniques). Dans certains cas, cette tendance préoccupante a été bénéfique, car elle a favorisé l’émergence de contre-mouvements intersectionnels, qui mobilisent des personnes voulant renverser cette tendance.
- Recommandations :
 - Faciliter le partage des connaissances entre les mouvements de femmes, l’organisation de la lutte contre le VIH/sida et le militantisme LGBTI;
 - Lever ou aplanir les difficultés résultant des rivalités pour bénéficier des rares sources de financement;
 - Se servir du Programme 2030 pour stimuler la collaboration entre les mouvements et favoriser l’adoption d’approches intersectionnelles qui ne laissent personne sur la touche.

Foi, développement inclusif et défense des droits des personnes LGBTI

- Les conférenciers ont fait observer que les personnes soucieuses de se prévaloir de leur droit à la liberté de croyance ne peuvent décemment pas exercer ce droit au détriment des droits de la personne des autres.
- L'idée de la nécessité d'instaurer une « théologie de la dépénalisation » a été avancée.
- Dans les Caraïbes et en Afrique, la religion est au cœur du combat sur la dépénalisation.
- Dans beaucoup de pays latino-américains, la lutte pour les droits des personnes LGBTI est simultanément une lutte pour la séparation de l'Église et de l'État, puisque la religion reste importante dans cette région du monde et que l'idée d'un État laïque n'est pas encore largement acceptée.
- Dans le passé, la religion a servi à justifier la discrimination contre les juifs, les noirs, etc. Par conséquent, il existe des parallèles entre les difficultés auxquelles se heurtent les communautés LGBTI et celles auxquelles les groupes marginalisés se sont heurtés auparavant.
- Les conférenciers ont reconnu que certains chefs religieux cherchent à promouvoir la tolérance et qu'il faut donc nuancer la manière de caractériser les religions et les chefs religieux.
- Recommandations :
 - Pour jeter une passerelle entre les communautés religieuses et les personnes LGBTI, il faudrait engager un dialogue avec les religions et, pour commencer, avec les chefs religieux;
 - Les États membres de la Coalition pour les droits égaux devraient débloquer les fonds nécessaires à l'établissement d'un dialogue entre les communautés religieuses et les groupes LGBTI;
 - Les États membres de la Coalition devraient rendre illégale la « thérapie de conversion ».

Jeunes personnes LGBTI, développement inclusif et santé

- Commandité par l'UNESCO, un sondage par Internet sur l'éducation inclusive, les soins de santé et l'égalité entre les genres auquel ont répondu plus de 20 000 jeunes personnes LGBTI a montré que les besoins de ces jeunes ne sont en grande partie pas pris en compte dans l'élaboration des politiques et les processus décisionnels.
- Neuf répondants sur dix ont déclaré avoir le sentiment que les jeunes personnes LGBTI ne sont « jamais » ou « presque jamais » pris en compte par les pouvoirs publics de leur pays; moins d'un répondant sur trois a affirmé ne jamais se sentir en sécurité à l'école ou pratiquement jamais; plus de quatre sur cinq ont indiqué que leurs besoins en tant que personnes LGBTI n'étaient jamais ou presque jamais pris en considération dans les programmes scolaires ou le matériel didactique et, parmi les personnes qui ont consulté un fournisseur de services médicaux, seulement une sur quatre a déclaré s'être sentie en sécurité et avoir été accueillie avec bienveillance.
- Les conférenciers ont confirmé l'existence de ces difficultés dans leur contexte régional respectif.
- Recommandations :

- Mettre en place des mécanismes institutionnels qui permettent aux jeunes personnes LGBTI de faire entendre leur voix pour que leurs revendications soient prises en compte dans les processus décisionnels et les politiques relatifs à l'éducation et à la santé;
- Examiner les buts, les objectifs et les programmes de l'administration en ce qui a trait à l'éducation et à la santé pour trouver les lacunes et les obstacles freinant l'inclusion des personnes LGBTI+, et prendre les mesures qui s'imposent;
- Créer des espaces ouverts où les jeunes personnes LGBTI peuvent se réunir pour discuter de leurs problèmes et de leurs motifs de préoccupation, et même établir des alliances entre personnes gaies et hétérosexuelles ou des structures similaires;
- Faciliter la communication et la compréhension entre les adultes chargés de la surveillance et les étudiants LGBTI.

Annexe A: Déclaration de la Conférence

Vancouver, Colombie-Britannique, Canada

7 août 2018

Nous, ministres et représentants des pays membres de la Coalition pour les droits égaux, nous sommes réunis du 5 au 7 août 2018 à Vancouver (Colombie-Britannique), au Canada, et nous nous sommes engagés à travailler ensemble pour bâtir un monde où les droits de la personne et les libertés fondamentales de chaque personne sont respectés et où personne n'est laissé de côté, sans égard à l'orientation sexuelle, à l'identité ou expression de genre, ou aux caractéristiques sexuelles. C'est avec regret que nous constatons qu'en ce 70^e anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, les personnes LGBTI continuent d'être les victimes de graves violations de leurs droits dans le monde entier.

Parmi ces violations des droits de la personne, que nous condamnons catégoriquement, figurent la discrimination, la violence et les arrestations arbitraires en raison de l'orientation sexuelle, de l'identité ou expression de genre, ou des caractéristiques sexuelles, réelles ou perçues.

Depuis la création de la Coalition en juillet 2016 à Montevideo, en Uruguay, nous avons agi de concert au moyen de déclarations publiques et d'interventions diplomatiques, lorsque nous avons été témoins de violations des droits de personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI). Parallèlement, nous avons salué les mesures positives prises par des gouvernements, des assemblées législatives et des tribunaux dans le monde entier pour combattre la discrimination et renforcer les mesures de protection des droits des personnes LGBTI.

Il y a encore beaucoup à faire pour que personne ne soit laissé de côté, y compris dans nos propres pays. Les meilleurs moyens de réaliser des progrès sont l'éducation, le dialogue, la sensibilisation, la défense des droits, la coopération, et la reconnaissance des droits de la personne universels, indivisibles et interdépendants. Dans notre action, nous allons continuer à appuyer les approches innovantes et efficaces en matière de politiques et d'aide internationales adaptées aux besoins et aux réalités des diverses communautés, et à collaborer étroitement avec les organismes de la société civile et tous les intervenants concernés.

Depuis la création de la Coalition, nous avons accueilli dix nouveaux pays membres : l'Albanie, l'Australie, le Cap-Vert, Chypre, le Danemark, l'Islande, Israël, la Lituanie, le Luxembourg et Malte.

Nous tenons à souligner que la conférence a lieu sur le territoire traditionnel des Premières Nations Musqueam, Squamish et Tsleil-Waututh. Nous avons été accueillis ici avec nos partenaires de la société civile, d'organisations multilatérales et d'autres groupes d'intervenants, dont les contributions font partie intégrante du travail de la Coalition.

À Vancouver, nos discussions se sont appuyées sur nos principes communs et les efforts collectifs que nous avons faits à ce jour. Nous nous engageons à respecter et à protéger les droits de la personne et les libertés fondamentales inscrits dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, qui sont au cœur de l'ordre international fondé sur la règle de droit. Nous reconnaissons que les droits et libertés inscrits dans la législation internationale en matière de droits de la personne s'appliquent également à tous les individus, y compris les personnes LGBTI, sans aucune distinction. Nous avons réitéré les engagements pris lors de la signature des *Principes fondateurs*, énoncés pour la première fois à Montevideo.

Nous nous sommes tous engagés à favoriser l'avènement d'un développement durable. Nous reconnaissons que les personnes LGBTI doivent pouvoir participer de manière significative et inclusive à ce développement et en bénéficier de manière non discriminatoire.

Nous sommes convaincus que des démarches inclusives et fondées sur les droits de la personne en matière de politiques et d'aide internationale qui respectent la diversité contribuent à l'établissement de sociétés plus résilientes et prospères. Nos entretiens nous ont permis de renforcer cette conviction. Des personnes bispirituelles et LGBTI autochtones sont venues nous parler de leur vécu. Nous avons étudié l'importance des facteurs linguistiques et culturels dans l'édification des collectivités et d'une collaboration accrue entre les personnes et les organisations, y compris celles qui s'expriment en français et en espagnol. Nous avons redoublé d'efforts pour tenir compte des réalités et des besoins distincts des personnes intersexuées, des personnes trans et de genres divers, et des femmes lesbiennes et bisexuelles. Nous reconnaissons que les personnes LGBTI peuvent subir des formes de discrimination multiples et intersectionnelles, en raison notamment de leur ethnicité, leur religion, leur âge ou leurs capacités.

Nous sommes déterminés à réaliser de véritables progrès pour les personnes LGBTI, y compris les jeunes, qui ne laissent personne de côté. Avec nos partenaires, nous nous sommes donc efforcés de déterminer des moyens pratiques d'avancer. Nous avons exploré les rôles innovants que peut jouer le secteur privé et souligné l'importance capitale des données et de la mesure des progrès pour favoriser un développement inclusif et la défense des droits des personnes LGBTI. Nous avons évalué les stratégies actuelles pour faire progresser la création de mouvements, la compréhension de l'intersectionnalité, et l'intégration des droits de la personne dans les programmes de lutte contre le VIH/SIDA. Nous nous sommes penchés sur le pouvoir des interventions multisectorielles contre les crimes haineux, la violence, et d'autres violations des droits de la personne qui visent les personnes LGBTI. Nous avons discuté de la difficulté particulière des jeunes personnes LGBTI à accéder à des services d'éducation et de santé adaptés et de qualité, et de l'importance d'écouter et de soutenir les jeunes LGBTI. Nous avons aussi abordé le rôle crucial de l'éducation et de la foi pour un développement inclusif et la défense des droits des personnes LGBTI, et le besoin d'un engagement plus poussé des enseignants et des dirigeants religieux au niveau local.

Depuis sa création, notre Coalition s'efforce de mettre en place un programme de travail axé sur l'action et des équipes multisectorielles pour réaliser nos objectifs. À Vancouver, nos discussions avec les partenaires de la société civile, les organisations multilatérales et d'autres intervenants ont permis d'enrichir la vision de la Coalition, ce qui profitera à nos travaux futurs.

Suite aux délibérations de la Conférence mondiale, nous prenons les engagements suivants :

- nous nous engageons à faire progresser les travaux de la Coalition en renforçant sa collaboration avec ses principaux partenaires, y compris la société civile, les organismes internationaux, les agences multilatérales, le milieu universitaire, le secteur privé et tous les autres intervenants qui s'efforcent de promouvoir et de protéger les droits et les libertés fondamentales des personnes LGBTI;
- nous nous engageons à prôner l'égalité dans le respect, la protection, et la promotion des droits de la personne et des libertés fondamentales des personnes LGBTI, notamment dans les situations où ces personnes courent de graves dangers;
- nous nous engageons à faire en sorte que nos stratégies de développement durable tiennent compte des expériences des personnes LGBTI, par la consultation auprès des organisations de la société civile LGBTI, y compris dans notre planification et nos rapports;
- nous nous engageons à augmenter la quantité et la qualité des mesures d'aide internationale consacrée à la protection et à la promotion des droits de la personne et à répondre aux besoins des personnes, communautés et organisations LGBTI dans le cadre d'un développement inclusif;
- nous nous engageons à renforcer les liens avec le secteur privé et à travailler ensemble à la promotion des droits des personnes LGBTI dans tous les secteurs de la société, y compris le milieu de travail;
- nous nous engageons à communiquer les pratiques exemplaires entre les gouvernements, les législateurs et les organisations de la société civile pour favoriser la décriminalisation universelle de l'identité ou la conduite des personnes LGBTI et le renforcement des protections contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité ou expression de genre, ou les caractéristiques sexuelles;
- nous nous engageons à collaborer étroitement pour préconiser des mesures de protection adéquates pour les personnes intersexuées et à encourager les États à mettre en place des politiques et procédures, le cas échéant, pour faire en sorte que les pratiques médicales respectent les obligations internationales en matière de droits de la personne;
- nous nous engageons à encourager les États, dans leurs systèmes juridiques nationaux et en accord avec leurs obligations internationales en matière de droits de la personne, à continuer de consolider les institutions et politiques publiques dont le but est de prévenir les violations des droits de la personne commises contre des personnes LGBTI, d'enquêter sur ces actes, d'en punir les auteurs, et de s'assurer que les victimes ont accès à la justice et à des mesures de redressement appropriées;
- nous nous engageons à travailler à accroître l'espace accordé à la société civile, tant à l'échelle nationale qu'internationale, en reconnaissance des actions importantes menées par les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de la personne à l'appui des personnes LGBTI, souvent à leurs risques et périls;
- nous nous engageons à encourager les États à renforcer la collecte d'information sur le nombre, la diversité et les besoins uniques des personnes et communautés LGBTI, en portant une attention particulière à la documentation officielle et au signalement des violations des droits de la personne fondées sur l'orientation sexuelle, l'identité ou expression de genre, ou les

caractéristiques sexuelles, notamment en collaborant avec la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques axées sur les droits et fondées sur des données probantes.

Conscients de l'urgence de voir nos efforts porter leurs fruits, nous nous engageons à examiner les progrès réalisés relativement à ces engagements et à notre programme de travail, lors de nos réunions périodiques au cours des deux prochaines années, en prévision de notre prochaine conférence mondiale en 2020.

Annexe B : Recommandations de la société civile

Ces recommandations ont été préparées par un groupe d'organisations de la société civile et sont basées sur les discussions de la société civile lors d'une réunion qui s'est tenue juste avant la conférence.

1. Tous les gouvernements de la CDE devraient s'engager à adopter, dans un délai de cinq ans, des dispositions législatives claires interdisant explicitement aux enfants intersexuels de subir des traitements chirurgicaux ou autres traitements médicaux inutiles avant qu'ils aient atteint l'âge légal du consentement. Les individus doivent être en mesure de fournir un consentement personnel, complet, libre et éclairé.
2. Tous les gouvernements de la CDE devraient s'engager à fournir, dans les 5 prochaines années, une reconnaissance juridique de genre uniquement basée sur l'autodétermination avec de multiples options de marqueurs de genre par le biais d'un processus administratif accessible, rapide et transparent. Conformément aux Principes de Yogyakarta (PY) et PY +10, l'élimination de tous les marqueurs de genre devrait être considérée comme un objectif. Tous les gouvernements de la CDE devraient fournir des soins de santé trans financés par l'État sur la base d'un processus de consentement éclairé au cours des cinq prochaines années.
3. Nous demandons aux coprésidents des gouvernements de la CDE de financer ou de garantir le financement de la participation de la société civile à la CDE pour un montant annuel de 250 000 dollars pour la traduction simultanée en anglais, espagnol et français des groupes de travail thématiques et des appels de la société civile; transport aux réunions de la CDE (sans compter la conférence); et du personnel pour l'organisation de la société civile.
4. Les membres de gouvernements donateurs de la CDE devraient collectivement augmenter leur financement des initiatives menées par les LGBTI d'au moins 30%. Tous les membres de la CDE dotés de programmes d'aide étrangère devraient financer des initiatives menées par des LGBTI. Des objectifs significatifs devraient être fixés pour le financement dans les programmes des donateurs et domestiques dirigés par les intersex, trans, bisexuels et femmes LBQ sur les besoins des populations intersex, trans, bisexuels et femmes LBQ.
5. Au moins 6 nouveaux pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique devraient rejoindre la CDE d'ici 2020.
6. Nous demandons au Groupe de Travail sur la Diplomatie de finaliser sa boîte à outils pour la diplomatie. Les gouvernements membres de la CDE doivent s'engager à créer l'infrastructure diplomatique nécessaire à la mise en oeuvre de la boîte à outils, notamment la désignation d'un point focal dans chacune de ses ambassades pour appliquer la boîte à outils et assurer la liaison avec les populations locales d'OS/IEG/CS diverses dans ce pays.
7. Tous les pays membres de la CDE doivent s'engager à établir de solides relations de travail et à dialoguer avec la société civile, tant dans leur pays d'origine que dans les pays où ils prennent des initiatives.
8. Les responsables des affaires étrangères qui participent à la CDE devraient convoquer les principaux ministères chargés des politiques nationales pour examiner les lois et les politiques applicables aux

membres d'OS/IEG/CS ou convoquer des réunions alternées axées sur les politiques nationales et étrangères des membres de la CDE.

9. Opérationnaliser le principe "ne laisser personne de côté" pour que l'agenda de Développement Durable soit inclusif, intégrant les besoins de développement des individus pour de multiples raisons intersectorielles: orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre, caractéristiques sexuelles, appartenance ethnique, sexe, genre, handicap, âge, indigénéité, classe sociale et autres.

10. S'engager de manière significative et proactive avec les OSC oeuvrant pour le bien-être des personnes appartenant aux communautés de diverses OS/IEG/CS au cours du processus de consultation nationale dans le cadre de la préparation de l'Examen National Volontaire (ENV).

11. En suivant le modèle d'intersectionnalité, la collecte de données désagrégées sur les populations de diverse OS/IEG/CS, relatives à l'accès des droits tels que l'éducation, la sécurité alimentaire, le logement, la pauvreté, afin de quantifier l'élaboration de politiques éclairées et fondées sur des données factuelles, garantissant la confidentialité et la sécurité des individus.

12. Dans la mesure où le programme de développement permet de concrétiser le paradigme des droits, s'engager à concrétiser le droit à l'alimentation, au logement et à l'éducation pour les minorités de diverses OS/IEG/CS.

13. Assurer l'inclusion compétente des populations et des cultures autochtones, tribales et traditionnelles de diverses OS/IEG/CS.

14. Tous les gouvernements de la CDE devraient s'engager à revoir leurs procédures d'asile et de réfugiés afin de s'assurer que les demandeurs basés sur le statut OS/IEG/CS sont évalués dans le cadre des droits humains internationaux, que tous les réfugiés et demandeurs d'asile de diverse OS/IEG/CS hébergés dans des espaces sûrs pendant le traitement, et que les candidats hétérosexuels et ceux dont les caractéristiques sexuelles sont différentes ne sont pas hébergés dans des espaces séparés de tout sexe sans leur consentement libre.

Annexe C: Programme de la conférence



Ne laisser personne de côté : la Conférence mondiale de la Coalition pour les droits égaux sur les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif

PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE PRINCIPALE

Dimanche 5 août

De 12 h à 15 h : 40^e défilé annuel de la Fierté de Vancouver

Les délégués sont invités à prendre part aux festivités à partir de midi. Des dispositions ont été prises pour qu'une petite délégation limitée de représentants de la Coalition pour les droits égaux participe au défilé.

De 18 h à 19 h 30 : Réception-cocktail – Ouverture de la conférence mondiale de la Coalition pour les droits égaux

Lieu : Vancouver Art Gallery, 750, rue Hornby

Lundi 6 août

De 10 h à 10 h 30 : Arrivée des délégués à la conférence – café et rafraîchissements

De 10 h 30 à 12 h : Ouverture officielle de la Conférence mondiale de la Coalition pour les droits égaux

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

Accueil

- Mot de bienvenue sur le territoire et ouverture officielle de la part d'un Aîné autochtone, soit l'ancien chef Gail Sparrow de la Première Nation de Musqueam
- Introduction par l'honorable Hedy Fry, députée de Vancouver Centre
- Allocution de l'honorable Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères, Canada

- Allocution de Son Excellence Roberto Ampuero, ministre des Affaires étrangères, Chili

Groupe d'experts de haut niveau sur la violence, la discrimination et les inégalités auxquelles sont confrontées les communautés LGBTI dans le monde entier

- Modératrice : L'honorable Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères, Canada
- Son Excellence Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États américains
- L'honorable Helena Dalli, Ph. D., ministre des Affaires européennes et de l'Égalité, Malte
- Victor Madrigal-Borloz, expert indépendant des Nations Unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre
- Rosana Almeida, présidente de l'Institut cabo-verdien pour l'égalité et l'équité entre les sexes
- Rosanna Flamer-Caldera, EQUAL GROUND

De 12 h à 12 h 15 : Photo de groupe

De 12 h 15 à 13 h 30 : Pause-repas

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

De 13 h 30 à 15 h : Résumés des séances plénières de haut niveau

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

- Ingrid van Engelshoven, ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, Pays-Bas
- Rosa Monteiro, secrétaire d'État de la Citoyenneté et de l'Égalité, Portugal
- John J. Sullivan, secrétaire d'État adjoint, États-Unis (vidéo)

Discussion : Le point sur les tendances, lacunes et possibilités liées à la promotion des droits des personnes LGBTI et au développement inclusif

Cette discussion mettra en évidence le contexte mondial actuel dans lequel évoluent les militants, les gouvernements et les autres agents de changement qui s'efforcent de promouvoir les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif.

- Modératrice : Liisa-Ly Pakosta, commissaire pour l'égalité de genre et l'égalité de traitement, Estonie
- Ricky Nathanson, Trans Research, Education and Training
- Alberto de Belaunde, membre du Congrès du Pérou
- Maninder Gill, directeur du développement social, Banque mondiale

De 15 h à 15 h 15 : Pause-santé

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

De 15 h 15 à 16 h 45 : Séances en petits groupes – Questions intersectorielles et transversales et défense des droits des personnes LGBTI

Ces séances permettront de mettre en lumière certains éléments de l'intersectionnalité et de se pencher sur les personnes qui sont laissées de côté dans les efforts déployés à l'heure actuelle pour promouvoir les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif. Par la suite, les experts se réuniront en séance plénière pour rendre compte des discussions portant sur ces thèmes.

- **Séance en petit groupe A : Indigénité, développement inclusif et défense de la cause des droits des personnes LGBTI et du développement inclusif**
 - *Cette séance porte sur certains aspects des expériences distinctes et convergentes des Autochtones LGBTQ2, à savoir les défis auxquels ils doivent faire face, le lien entre ces défis et ceux que doivent affronter les personnes LGBTI et les peuples autochtones en général et les points communs qui existent dans les pays et les continents.*
 - Lieu : Junior A, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modératrice : Victoria Kuczer, ministère des Affaires étrangères et du Commerce de l'Australie
 - Andrew Baker, ILGA World
 - Bec Johnson, Tekwabi Gizz, National LGBTI Health Alliance
 - Andrés Mallo Sandoval, Colectivo TLGB de Bolivia
 - Tuisina Ymania Brown, Pacific Human Rights Initiative
 - Sandra Morán Reyes, membre du Congrès, Guatemala

- **Séance en petit groupe B : Développement inclusif et défense de la cause des droits des personnes LGBTI francophones**
 - *Dans un contexte où la protection des droits des personnes LGBTI est devenue un enjeu mondial et où se créent des réseaux de solidarité qui traversent les frontières, cette séance permettra d'examiner les similitudes et les différences dans les défis auxquels les minorités sexuelles francophones et les défenseurs de leurs droits font face.*
 - Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modératrice : Marie-Pier Boisvert, Conseil québécois LGBT
 - Mot d'ouverture : Stéphanie Vallée, ministre de la Justice et ministre responsable de la lutte contre l'homophobie du Québec
 - Georges Azzi, Arab Foundation for Freedoms and Equality
 - Joseph Achille Tiedjou, Plateforme UNITY
 - François Croquette, ambassadeur pour les droits de l'homme, France
 - Frédéric Hareau, Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains
 - Mot de la fin : Randy Boissonnault, député, conseiller spécial du premier ministre sur les questions LGBTQ2

- **Séance en petit groupe C : Développement inclusif et défense de la cause des personnes intersexuées dans le contexte des droits des personnes LGBTI et du développement inclusif**
 - *Au cours de cette séance seront abordés l'expérience, trop souvent omise, des personnes intersexuées, les violations des droits auxquelles elles font face, les changements législatifs et politiques apportés ou recherchés, ainsi que les ressources et les stratégies qui sont nécessaires pour faire progresser ces travaux.*
 - Lieu : Junior B, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modératrice : Kim Vance, ARC International
 - Silvan Agius, directeur, Droits de la personne et intégration, ministère du Dialogue social, de la Protection du consommateur et des Libertés civiles de Malte
 - Morgan Carpenter, GATE
 - Julius Kaggwa, SIPD Uganda

- **Séance en petit groupe D : Développement inclusif et défense de la cause des personnes transgenres et de diverses identités de genre dans un contexte des droits des personnes LGBTI et du développement inclusif**
 - *Au cours de cette séance, les participants examineront les gains récents réalisés par les personnes transgenres et de diverses identités de genre parmi les institutions internationales et dans les lois et politiques infranationales. Ils se pencheront également sur la nécessité d'élaborer des politiques et des programmes qui intègrent de façon explicite les personnes transgenres et de diverses identités de genre.*
 - Lieu : Junior C, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modérateur: Mauro Cabral Grinspan, GATE
 - Phylesha Brown-Acton, Asia Pacific Transgender Network
 - Richard Burzynski, ONUSIDA
 - Franco Fuica, OTD Chile
 - Rosa Monteiro, secrétaire d'État de la Citoyenneté et de l'Égalité

- **Séance en petit groupe E : Développement inclusif des femmes lesbiennes et bisexuelles sur les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif**
 - *Cette discussion portera sur les violations des droits auxquelles font face les lesbiennes et les bisexuelles ainsi que sur les progrès réalisés récemment sur le plan de l'inclusion des lesbiennes et des bisexuelles dans la défense des droits des personnes LGBTI et le développement inclusif.*
 - Lieu : Junior D, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenantes
 - Modératrice : Joyce Hamilton, CoC Netherlands
 - Njeri Gateru, National Gay and Lesbian Human Rights Commission, Kenya

- Marta Mendez Diaz, ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, Espagne
- Sarah Gunther, Astraea Lesbian Foundation for Justice
- Kenita Placide, ECADE

De 16 h 45 à 17 h 45 : Discussion en groupe – Questions intersectorielles et transversales sur les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

Au cours de cette discussion, un panéliste de chacune des séances en petits groupes ayant eu lieu précédemment présentera les points communs et les défis distincts liés à la nécessité de s'assurer que les Autochtones, les Francophones, les personnes intersexuées, les personnes transgenres et de diverses identités de genre ainsi que les femmes lesbiennes et bisexuelles ne sont pas laissés de côté.

- Modératrice : Kim Vance, ARC International
- Bec Johnson, Tekwabi Gizz, National LGBTI Health Alliance
- Julius Kaggwa, SIPD Uganda
- François Croquette, ambassadeur pour les droits de l'homme, France
- Mauro Cabral, GATE
- Njeri Gateru, National Gay and Lesbian Human Rights Commission, Kenya

Mardi 7 août

De 8 h 30 à 9 h 15 : Séance plénière – Le rôle joué par la Coalition pour les droits égaux pour « faire bouger les choses » relativement aux droits des personnes LGBTI et au développement inclusif

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

La séance d'ouverture de la deuxième journée intégrera certains messages clés de la veille, en mettant l'accent sur leurs conséquences pour le travail accompli par la Coalition pour les droits égaux afin de promouvoir les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif.

- Modérateur : Clif Cortez, Banque mondiale
- Micah Grzywnowicz, RFSL
- Flávia Piovesan, Commission interaméricaine des droits de l'homme

De 9 h 15 à 10 h 30 : Séances en petits groupes des groupes thématiques de la Coalition pour les droits égaux

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

- **Séance en petit groupe A : Diplomatie internationale et régionale**

- *L'objectif de cette séance est d'élaborer un plan d'action qui définit les contextes, les tribunes et les autres domaines dans lesquels les membres de la Coalition pour les droits égaux peuvent promouvoir les droits des personnes LGBTI grâce à l'engagement diplomatique.*
- Lieu : Junior D, Sheraton Vancouver Wall Centre
- Intervenants
 - Modérateur : Mark Reichwein, ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas
 - Téa Braun, Human Dignity Trust
 - Victor Madrigal-Borloz, expert indépendant des Nations Unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre
 - Jaime Godoy, ministère des Affaires étrangères, le Chili
 - Monica Tabengwa, militante, Botswana

- **Séance en petit groupe B : Coordination du financement des donateurs**
 - *Le groupe se penchera sur le principe fondamental « ne pas nuire » pour les donateurs qui soutiennent les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif.*
 - Lieu : Junior C, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modératrice : Maria Sjodin, OutRight Action International
 - Stefano Fabeni, Synergia
 - Olumide Makanjuola, TIERS
 - Yuli Rustinawati, Arus Pelangi

- **Séance en petit groupe C : Lois, politiques et pratiques à l'échelle nationale**
 - *Ce débat animé s'appuiera sur l'expérience des personnes présentes pour analyser les pratiques exemplaires en matière de lois et de politiques nationales.*
 - Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modérateurs : Son Excellence Eugenio María Curia, ambassadeur de la République argentine au Canada; et Sunita Kujur, CREA
 - Intervenants :
 - Ignacio Sola Barleycorn, Directeur Général pour l'égalité et la diversité, ministère de la Présidence, des Relations avec les Cortes et de l'Égalité, Espagne
 - Mark Kamperhoff, chef de la division de l'UE, ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse, Allemagne
 - Marc Bichler, Ambassadeur itinérant pour les Droits de l'Homme, Luxembourg
 - Julia Marcela Suárez Cabrera, Conseil national pour la prévention de discrimination, Mexique

- Craig Hawke, ambassadeur, représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès des Nations Unies
- **Séance en petit groupe D : Les Objectifs de développement durable et le Programme à l’horizon 2030**
 - *Ce groupe examinera les possibilités offertes dans le cadre 2030 et discutera des rôles joués par les diverses parties prenantes engagées dans les processus de mise en œuvre, de suivi et de révision des ODD.*
 - Lieu : Junior A, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modératrice : Phylesha Brown-Acton, Asia Pacific Transgender Network
 - Andrea Ayala, ESMULES
 - Elaine Chard-Antonopoulou, Foreign and Commonwealth Office, Royaume-Uni
 - Mandeep Dhaliwal, PNUD
 - Micah Grzywnowicz, RFSL

De 10 h 30 à 10 h 45 : Pause-santé

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

De 10 h 45 à 12 h 15 : Séances en petits groupes – Approches intersectorielles pour la promotion des droits des personnes LGBTI et du développement inclusif

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

- **Séance en petit groupe A : Le rôle du secteur privé dans l’appui au développement inclusif et à la défense des droits des personnes LGBTI**
 - *Pour cette séance, les organisateurs réuniront des dirigeants du secteur privé et de la société civile, notamment des multinationales ayant une présence mondiale, afin de discuter, d’une part, des raisons pour lesquelles il est important de mobiliser le secteur privé et, d’autre part, de la manière dont ce dernier peut travailler avec les gouvernements et la société civile pour promouvoir les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif.*
 - Lieu : Junior D, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modérateurs : Phil Crehan, National LGBTI Chamber of Commerce, et Drew Keller, Open For Business
 - Ashley Brundage, PNC
 - John Galligan, Microsoft
 - Ruth Hunt, Stonewall
 - Rosanna Flamer-Caldera, EQUAL GROUND
 - Juan Enrique Pi Arriagada, Pride Connection

- **Séance en petit groupe B : Les réactions multisectorielles aux crimes haineux et à la violence visant les personnes LGBTI**
 - *Les gouvernements, la société civile et les organisations multilatérales déploient des tactiques novatrices pour encourager le signalement de la violence ciblant les personnes LGBTI et la collecte de données à cet égard. Cette séance vise à mettre ces efforts en lumière, à évaluer leurs points forts et leurs points faibles et à déterminer les pratiques exemplaires.*
 - Lieu : Junior A, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modérateur : Mark Bromley, Council for Global Equality
 - Njeri Gateru, National Gay and Lesbian Human Rights Commission, Kenya
 - Viktor Kundrak, agent aux crimes haineux, bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme
 - Robert Moosy, sous-secrétaire à la justice adjoint, Division des droits civils, Département de la Justice, États-Unis
 - Cianán Russell, Transgender Europe

- **Séance en petit groupe C : Le rôle des données dans l'appui au développement inclusif et à la défense des droits des personnes LGBTI**
 - *Les efforts visant à financer et à soutenir efficacement le développement inclusif et les droits des personnes LGBTI sont limités par le manque de données sur la réalité vécue par ces communautés et l'accès au financement. Les participants tenteront de mettre en évidence certains de ces défis, ainsi que les percées prometteuses qui permettront de combler ces écarts.*
 - Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modérateur : Andre du Plessis, ILGA World
 - Andrea Ayala, ESMULES
 - Clif Cortez, Banque mondiale
 - Matthew Hart, Global Philanthropy Project
 - Boyan Konstantinov, PNUD

- **Séance en petit groupe D : Les leçons tirées et les stratégies contemporaines adoptées pour promouvoir la création d'un mouvement, l'intersectionnalité et les droits des personnes LGBTI dans les programmes relatifs au VIH/sida**
 - *S'appuyant sur le succès de la riposte au VIH/sida, le mouvement de lutte contre le sida doit continuer à s'adapter aux nouveaux défis et à renforcer les synergies entre les mouvements de lutte contre le VIH/sida et de défense des personnes LGBTI et des femmes sur la question commune de la santé et des droits sexuels et génésiques. Cette séance réunira des personnes de tous les secteurs pour discuter des leçons apprises et de*

la façon dont elles peuvent servir à l'élaboration d'un programme commun de défense des droits et de la santé.

- Venue: Junior B, Sheraton Vancouver Wall Centre
- Speakers:
 - Modérateur : Richard Burzynski, ONUSIDA
 - Sunita Kujur, CREA
 - Jean Eric Nkurikiye, African Men for Sexual Health and Rights
 - Dédé Oetomo, GAYa NUSANTARA Foundation
 - Birgitta Weibahr, spécialiste principale des politiques, SIDA

- **Séance en petit groupe E : La religion, le développement inclusif et la défense des droits des personnes LGBTI**
 - *La religion peut être une source de force pour les personnes et les communautés qui font face à des difficultés en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur expression ou de leurs caractéristiques sexuelles. Parallèlement, la liberté de religion peut également être utilisée pour restreindre les droits des personnes LGBTI. Au cours de cette séance de travail, les participants exploreront les liens à établir entre les mondes de la liberté de religion et de l'égalité des droits des personnes LGBTI.*
 - Lieu : Burrard, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modérateur : Doug Kerr, Réseau Dignité
 - Aud Marit Wiig, Envoyée spéciale pour la liberté de religion ou de conviction, Norvège
 - Alberto de Belaunde, membre du Congrès, Pérou
 - Annise Parker, LGBTQ Victory Institute
 - Pang Khee Teik, Seksualiti Merdeka
 - Maurice Tomlinson, Réseau juridique canadien VIH/sida

- **Séance en petit groupe F : Les jeunes LGBTI, l'éducation inclusive et la santé**
 - *Au cours de cette séance, l'accent sera mis sur les résultats des consultations menées auprès des jeunes LGBTI du monde entier, afin d'explorer leurs expériences et leurs points de vue sur la façon de rendre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 plus inclusif en ce qui concerne l'éducation, la santé, et l'égalité entre les sexes.*
 - Lieu : Junior C, Sheraton Vancouver Wall Centre
 - Intervenants
 - Modérateur : Chris Castle, chef de la section Santé et Éducation de l'UNESCO
 - Darian Baskatawang, indépendant, Premières Nations
 - Camilo Garcia, stagiaire à l'UNESCO
 - Omar Didi, MAG Jeunes LGBT
 - Maryem Gamar, African Queer Youth Initiative
 - Yuan Wei, Trans Center

- Ingrid van Engelshoven, ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, Pays-Bas

De 12 h 15 à 13 h 15 : Cérémonie de clôture

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

Inclus :

- Déclarations et observations nationales
 - Dr. Tedros Adhanom, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (vidéo)
 - Marc Bichler, ambassadeur itinérant pour les droits de l'homme, Luxembourg
 - Mark Kamperhoff, chef de la division de l'UE, ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse, Allemagne
 - Son Excellence Vijavat Isarabhakdi, conseiller au ministère des Affaires étrangères, Thaïlande
 - Georges Nakseu Nguiefang, directeur des Affaires politiques et de la gouvernance démocratique, Organisation internationale de la Francophonie
 - Jessica Hedin, chef de mission adjoint, Suède
- Cérémonie de signature pour le nouveau membre de la Coalition
- Mot de la fin prononcé par Randy Boissonnault, député et conseiller spécial du premier ministre du Canada sur les questions LGBTQ2
- Clôture officielle par un Aîné autochtone, soit l'ancien chef Gail Sparrow de la Première Nation de Musqueam

De 13 h 15 à 14 h 45 : Déjeuner et fin officielle de la conférence

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

PROGRAMME EN MARGE DE LA CONFÉRENCE

Dimanche 5 août

De 8 h 30 à 16 h 45 : Conférence préliminaire destinée à la société civile

Lieu : Salle 1300-1500, immeuble Segal, Université Simon Fraser

Au cours de cette conférence préliminaire, les membres de la société civile auront l'occasion d'échanger des expériences et des stratégies liées à la promotion des droits des personnes LGBTI et au développement inclusif avant la conférence de la Coalition pour les droits égaux. Le groupe consacré aux organisations de la société civile au sein de la Coalition pour les droits égaux est responsable de la participation à l'événement et du contenu de celui-ci.

De 9 h à 12 h : Conférence préliminaire destinée aux organisations multilatérales et internationales

Lieu : Salle Strategy, immeuble Segal, Université Simon Fraser

Au cours de cette conférence préliminaire, les membres des organisations multilatérales et internationales auront l'occasion d'échanger des expériences et des stratégies liées à la promotion des droits des personnes LGBTI et au développement inclusif avant la conférence de la Coalition pour les droits égaux.

Lundi 6 août

De 8 h à 9 h : Événement parallèle – Petit-déjeuner de réseautage francophone – par invitation

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

Cette activité parallèle offrira aux intervenants l'occasion de discuter de la coordination pour faire progresser les droits humains des personnes LGBTI dans les milieux francophones, y compris le développement d'un réseau international francophone de personnes LGBTI.

De 9 h à 10 h 30 : Suite de la conférence préliminaire destinée à la société civile

Lieu : Pavillon A/B, Sheraton Vancouver Wall Centre

De 12 h 15 à 13 h 45 : Déjeuner de travail sur les occasions de promouvoir les droits des personnes LGBTI et le développement inclusif au sein du Commonwealth – par invitation

Organisateur : Secrétariat du Commonwealth

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

Les parlementaires, les représentants des gouvernements et les organisations de la société civile des pays du Commonwealth invités se réuniront pour discuter des stratégies visant la promotion des droits des personnes LGBTI et du développement inclusif au sein du Commonwealth.

De 18 h à 19 h 30 : Activité parallèle – Présentation de la Banque mondiale sur la production de données LGBTI

Lieu : Junior Ballroom C, Sheraton Vancouver Wall Centre

Cette activité parallèle comprendra une présentation sur les récents résultats et plans de production de données de la Banque mondiale et des LGBTI en Thaïlande, au Brésil et dans les Balkans occidentaux.

De 18 à 20 h : Activité parallèle du Réseau Dignité – par invitation

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

Conversation entre les dirigeants des organisations de la société civile canadiennes et internationales sur le rôle du Canada dans la promotion des droits des personnes LGBTI et du développement inclusif.

Mardi 7 août

De 7 h 30 à 8 h 30 : Petit-déjeuner organisé par le Global Philanthropy Project – par invitation

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

Le Global Philanthropy Project animera la conversation axée sur le rôle des donateurs dans la promotion du développement inclusif et des droits des personnes LGBTI et offrira une occasion de réseautage entre les donateurs LGBTI publics et privés invités.

De 14 h 45 h à 15 h 30 : Réunion du Comité de coordination des dirigeants des États membres de la Coalition pour les droits égaux

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

Cette séance réunira les délégations nationales des États membres de la Coalition pour les droits égaux.

De 15 h 30 à 16 h 15 : Réunion du Comité de coordination des représentants de la Coalition pour les droits égaux

Lieu : Grand Ballroom, Sheraton Vancouver Wall Centre

Cette séance réunira les délégations nationales des États membres de la Coalition pour les droits égaux, les États observateurs, les organismes des Nations Unies et les délégués des organisations de la société civile invités. Elle est l'occasion de déterminer les prochaines étapes à l'intention de la Coalition pour l'égalité des droits.

De 15 h 30 à 16 h 30 : Réunion des législateurs et de la société civile suivant la conférence – par invitation

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

Cette réunion, présidée par le conseiller spécial du premier ministre du Canada sur les questions LGBTQ2, Randy Boissonnault, député, est l'occasion pour le conseiller spécial et les législateurs invités du monde entier d'échanger des points de vue avec des organisations de la société civile invitées concernant le développement d'un réseau continu de parlementaires soutenant les personnes LGBTI.

De 17 h à 19 h : Activités publique – Ne laisser personne de côté : Le rôle du Canada dans la promotion des droits des personnes LGBTQ2 à l'échelle mondiale

Lieu : Centre de dialogue Morris J. Wosk, Université Simon Fraser

Cette discussion donnera aux Vancouverois et à d'autres intervenants concernés l'occasion de se joindre à la conversation sur le rôle du Canada dans la promotion des droits des personnes LGBTI à l'échelle mondiale. Seront présents des militants LGBTQ2 du monde entier, des représentants d'organismes internationaux gouvernementaux. Ils expliqueront le contexte mondial actuel dans lequel s'inscrit la promotion des droits des personnes LGBTI et le rôle que le Canada peut jouer pour soutenir ces droits et montrer sa solidarité.

Mercredi 8 août

De 9 h à 18 h : Activités parallèle de coordination des donateurs

Lieu : Sheraton Vancouver Wall Centre

Cette activité parallèle d'une journée offrira aux intervenants invités l'occasion de prendre part à une conversation approfondie sur les lacunes les plus importantes dans les ressources requises pour faire progresser les travaux axés sur les droits des personnes LGBTI et les stratégies qui sont les plus efficaces à cet égard.

Annexe D : Participation à la conférence

The ERC Global Conference on LGBTI Human Rights and Inclusive Development saw the participation of approximately 275 delegates from over 85 countries. These delegates represented the ERC's member states, observing states, parliamentarians, international organizations, civil society organizations, philanthropic foundations, and private sector representatives. For the sake of brevity, only heads of delegations have been listed.

ERC Member States

Albania (H.E. Ermal Muça, Ambassador of the Republic of Albania to Canada)

Argentina (H.E. Eugenio Curia, Ambassador of Argentina to Canada)

Australia (H.E. Natasha Smith, High Commissioner of Australia to Canada)

Austria (H.E. Stefan Pehringer, Ambassador of Austria to Canada)

Belgium (H.E. Raoul Delcorde, Ambassador of Belgium to Canada)

Canada (Honourable Chrystia Freeland, Minister of Foreign Affairs of Canada)

Cabo Verde (Rosana Almeida, President, Cabo-Verdian Institute for Gender Equality and Equity)

Chile (H.E. Roberto Ampuero, Minister of Foreign Affairs, Chile)

Costa Rica (Luis Eduardo Salazar Muñoz, LGBTI Commissioner)

Cyprus (H.E. Vasilios Philippou, High Commissioner of Cyprus to Canada)

Czech Republic (Martina Stepankova, Head of Human Rights)

Denmark (Maja Sverdrup, Minister-Counsellor and Deputy Head of Mission, Danish Embassy to Canada)

Estonia (Liisa-Ly Pakosta, Gender Equality and Equal Treatment Commissioner of Estonia)

Finland (Heikki Hietala, Counsellor, Political Affairs, Embassy of Finland, Washington D.C.)

France (François Croquette, Ambassador for Human Rights)

Germany (Mark Kamperhoff, Head of EU division, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth)

Italy (Iacchini Massimiliano, Consul General of Italy)

Lithuania (Julijus Rakitskis, Minister Counsellor, Embassy of the Republic of Lithuania to Canada)

Luxembourg (Marc Bichler, Ambassador-at-large for Human Rights)

Malta (Dr. Helena Dalli, Minister for European Affairs and Equality)

Mexico (Julia Marcela Suárez Cabrera, Director of Legislative Analysis and International Affairs, National Council to Prevent Discrimination)

Netherlands (Ingrid van Engelshoven, Minister of Education, Culture and Science)

New Zealand (Craig Hawke, Permanent Representative of New Zealand Mission to the United Nations in New York)

Norway (Aud Marit Wiig, Special Envoy on Freedom of Religion or Belief and Protection of Minorities)

Portugal (Rosa Monteiro, Secretary of State for Citizenship and Gender Equality)

Slovenia (H.E. Dr. Marjan Cencen, Slovenian Ambassador to Canada)

Spain (Ignacio Sola Barleycorn, Director-General for Equality of Treatment and Diversity, Ministry of the Presidency)

Sweden (Jessica Hedin, Deputy Head of Mission, Swedish Embassy to Canada)

Switzerland (Pascal Borno, Consul General)

Ukraine (H.E. Andriy Shevchenko, Ambassador of Ukraine to Canada)

United Kingdom (Elaine Chard, Policy Advisor, Gender Equality Unit, Foreign & Commonwealth Office)

United States of America (Scott Busby, Deputy Assistant Secretary, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, Department of State)

Uruguay (Trilce Gervaz, Charge d'affaires, Embassy of Uruguay to Canada)

Regrets: Ecuador, Greece, Honduras, Iceland, Montenegro, Serbia

Observer States

Brazil (Clarissa Souza Della Nina, Counsellor, Brazilian Embassy to Canada)

Japan (Masayo Tada, Deputy Consul, Consulate General of Japan in Vancouver)

Seychelles (Dr. Naomi Joan Faray Ferguson, Public Health Specialist, Ministry of Health)

Thailand (Vijavat Isarabhakdi, Advisor to the Ministry of Foreign Affairs)

International Organizations

Commonwealth Secretariat (Justin Pettit, Human Rights Adviser)

EU (Diodora Bucur, Press Officer, Delegation of the European Union to Canada)

OAS (Luis Almagro, Secretary-General of the OAS)

Organisation internationale de la Francophonie (Georges Nakseu Nguiefang, Director of the Directorate for Political Affairs and Democratic Governance)

Inter-American Commission on Human Rights (Flávia Piovesan, Inter-American Commissioner on Human Rights)

Inter-American Development Bank (Andrew Morrison, Chief, Gender and Diversity Division)

OECD (Stéphane Carcillo, Head of Jobs and Income Division)

UN Human Rights Council Special Procedures (Victor Madrigal-Borloz, UN Independent Expert on Protection against violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity)

UNAIDS (Richard Burzynski, Senior Advisor, Community Support, Social Justice and Inclusion)

UNDP (Mandeep Dhaliwal, Director, HIV, Health and Development Group)

UNESCO (Christopher Castle, Chief of Section for Health and Education)

UNFPA (Tim Sladden, Adviser)

UNHCR (Jean-Nicolas Beuze, Representative)

World Bank (Maninder Gill, Director for Social Development)

Annexe E: Propos de haut-niveau et déclarations nationales

Canada: Speech by Randy Boissonnault, MP, Special Advisor to the Prime Minister on LGBTQ2 Issues

Good afternoon,

What an exceptional conference!

Distinguished guests, friends and colleagues: Thank you so much! The progress we have made to date in gathering knowledge, developing networks and establishing standards has been possible thanks to your experience, your vision, and your efforts.

I would like to thank especially Chile, our co-chair for the Equal Rights Coalition. We have had the pleasure of getting to know their dedicated team at all levels, from the minister to ambassadors to diplomatic officials.

This conference, taking place as it has following Vancouver Pride, has provided an opportunity to see the celebration through the lens of those with us here who are unable to march in such events in their countries because such events cannot take place.

When Pride started forty years ago in Vancouver, being seen could mean losing your job or your family. We have come far, in a country where the Prime Minister marches at pride parades as a proud ally.

Participating in the Pride Parade can still be risky for some today in Canada. Every time we march during the celebrations, we show our solidarity with marchers elsewhere who are met with violence.

As we march, we are aware that we still have a long way to go toward the full respect of universal human rights for all lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex and two-spirit persons worldwide. In every country and community.

Fortunately, this path to equality is more frequently chosen. We go even farther when we work together. Hence, the Equal Rights Coalition (ERC) was founded two years ago in Montevideo. Initially, it was made up of 29 countries. Now it consists of 40 countries, including Cabo Verde, our first African state, and Cyprus, our newest member.

But there is still room for growth. I expect more nations to join us. Moreover, it is vital that international organizations and civil society continue to be essential and equal partners.

In Montevideo, my colleague Parliamentary Secretary Pam Goldsmith-Jones shared a remark that I made to all 184 Government Caucus members. It was the Wednesday after the horrific shooting at Pulse Nightclub in Orlando. I told my colleagues that I felt destroyed. Empty. I shared that I had not felt so disheartened since the events of 9/11 in New York City. 49 people like me had been targeted and murdered in a place of safety and sanctuary simply for being lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex, and two-spirit. I urged my colleagues to reach out to LGBTI community organizations and spaces, particularly those for queer people of colour. They were doubly and triply vulnerable. I then

said that, we still need safe spaces in 2016. If any of your constituents have never had to pause and think twice before grabbing their loved one's hand in public, then they do not know what it is like to be LGBTI, and they do not know why we need spaces of sanctuary.

We only have to look at what is happening around the world to have hope on the road ahead. In corporate offices, in schools, in courts, in legislatures – our work and our stories are changing the world for the better. When we imagine a more loving world for us, when we assert our dignity against all risks, we move mountains. There is momentum behind ending colonial-era laws against same-sex intimacy. ERC members recently welcomed developments toward ending the practice of forced anal exams at national levels.

Yet, in too many places, LGBTI communities continue to face barriers to full equality and participation within society. You may hold hands briefly, only to face violence around the next corner. You may marry but you may not adopt children. You may be subject to unnecessary surgery upon birth, without your consent. You may seek ways to affirm your gender, only to find out the only options are thousands of miles and thousands of dollars out of reach.

Things will not change overnight. Many communities are not represented here today. It is unlikely that some of these communities will join us soon.

Our hope for a better future is what has brought us together here.

Having a variety of tools for persuasion and asking each sector to play its role are key. For example, as we heard in one discussion session, trade can be a powerful tool for change. Where the law and morals fail, economics can be persuasive.

A growing number of businesses are acknowledging this fact.

Last year in the United States, according to the National LGBT Chamber of Commerce, the LGBT community spent \$917 billion. That same survey determined that three in four LGBT adults and their loved ones would prefer to support brands known to be LGBT-friendly.

The value of being inclusive can no longer be ignored. Frankly, at a time when economies of the world are a little on edge, it makes no sense to exclude the economic participation of whole communities.

This is why I am honoured to join the Minister of International Trade Diversification, the Honourable Jim Carr, for Canada's first LGBTQ2 trade mission. We will lead a delegation of LGBTI entrepreneurs to the U.S. National LGBT Chamber of Commerce's international conference, which is in Philadelphia next week.

The rise of the politics of division will ultimately be no match for the full weight of our movement. The international rules-based system. The economics of inclusion. The inherent humanity of each of us, when people look us in the eye.

Canada will continue to fight discrimination and maintain its commitment to focusing on diversity and inclusion in decision making and policies on the national scene. Internationally, we are working to advance LGBTI human rights with multilateral and bilateral partners.

We are proud to do so by collaborating with ERC member countries, international organizations and civil society.

To this end, I am pleased to announce, as a part of our government's commitment to advance LGBTI rights, a path forward to improve Canada's policy parameters on supports for international LGBTI work. In September, in Ottawa, the Government of Canada will convene a working meeting with Canadian civil society that work on LGBTI international development. I will chair that meeting. Officials from Global Affairs Canada will participate, from diplomacy and international development. We will build a path forward together.

I am also reaffirming our commitment to update "Voices at Risk", which gives specific guidance for Canada's overseas missions on supporting human rights defenders.

Furthermore, I am pleased to announce new funding in the amount of one million dollars for the Peace and Stabilization Operations Program. This is a new initiative for LGBTI communities. Canada will launch a call for proposals in the coming months to address LGBTI rights during violent conflict by: protecting LGBTI people during conflict, involving LGBTI people in responses to conflict and stabilization; and stabilizing post-conflict societies while advancing the rights of LGBTI communities. This is another concrete step on Canada's path towards defending and promoting lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex, and two-spirit rights, at home and abroad.

When the ERC first came together in Montevideo two years ago, we presented this guiding principle:

"Working together towards a world where all persons, born free and equal in dignity and rights, will be able to fulfil their precious birthright."

We have recommitted to that principle here. When next we meet, may we be that much closer to making it reality on a global scale.

With no one left behind.

Thank you.

Chile: Remarks delivered by H.E. Roberto Ampuero, Minister of Foreign Affairs

Excellencies, Representatives, Delegates and Friends,

I would like to thank the Government of Canada for the opportunity to host the ERC Global Conference in the beautiful landscape of Vancouver, British Columbia.

For my country, co-chairing the ERC with Canada has been exciting, especially as it is the first intergovernmental and multi-stakeholder network that we are all building together and reinforcing each other. Today, therefore, we are celebrating the second anniversary of the Coalition. And we are very grateful to participate in this challenge, courageously motivated to achieve equality for all.

We are truly honored to be accompanied by all of you, Excellencies, Representatives, Delegates and friends. We also express our gratitude to all your governments and institutions for being such wonderful partners of the ERC.

All our governments present today, members and observers of ERC, share the common ideal of promoting and protecting the human rights of LGBTI persons worldwide. This is one of the main objectives of our foreign policies. And the Coalition is evidence of this community of views. We are pleased to see that the maturity of this Coalition is reflected in the growing number of States involved since its launch in Montevideo in 2016. During this Conference we will celebrate the signing ceremony of our 40th member! [Cyprus]

We also recognize the vibrant and committed work of international agencies, non-governmental organizations and other important actors in making this initiative a reality. Their support and commitment puts urgency and strength into our common message: we cannot tolerate discrimination and violence against LGBT persons and, as never before, we need to unite political and diplomatic efforts to achieve equality and non-discrimination.

In this sense, we are aware of the differences we have, but we also believe that this Coalition has been created to bring together countries at different levels of development and with different visions of how we should approach the inclusion in our societies, using the recognition of human dignity and equality as a basis.

Only by working together can we succeed in achieving the main objective of equality. For this reason, leaving no one behind, the theme for the sustainable goals agenda for 2030 is also the theme of the Conference. Equality is a universal and common ideal that requires the highest calling that we can make. All our voices together will have an impact on improving equality from our diversity.

My country assumed this role in the Coalition in the hope of contributing to the full and equal enjoyment of the rights of lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons throughout the world. This Conference provides us with a fantastic opportunity to learn from each other, to work on building bridges and synergies, all in a spirit of open, respectful and constructive dialogue.

We are very happy to see the Coalition grow. And we want to continue to build this initiative with you all as strong as making equality for all LGBTI persons a reality.

We wish you all a fruitful Conference!

Thank you

Germany: Remarks delivered by Mark Kamperhof, Head of EU division, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth, Germany

Dear Co-Chairs, Excellencies, dear fellow participants and friends,

On behalf of Germany I would like to thank Canada and Chile for organizing this conference in Vancouver. I can hardly imagine a more inspiring place to discuss about diversity than this beautiful city! However, the colorful and tolerant vibe of this place must not deceive us:

As we were reminded also here, around the globe, there are still millions of people who face discrimination and violence because of who they are, how they live and whom they love.

Almost half the world population lives in countries criminalizing people for their sexual orientation or gender identity.

In our ongoing struggle for equal rights, nobody must be left behind!

In 2018 we mark the 70th Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights. Let's work together to make sure that the promise of its first article becomes a reality for all, regardless of their sexual orientation and gender identity: "all human beings are born free and equal in dignity and rights".

In the past years, we have witnessed encouraging developments. On all continents, there are countries which recently changed their legislation to fight hatred and discrimination.

Let me take this opportunity and provide you with two recent examples from Germany:

In 2017 Germany finally opened marriage to same-sex couples. This was a milestone in the legal equality of homosexual couples.

Furthermore, the Act on the Criminal Rehabilitation of Persons Sentenced for Consensual Homosexual Acts after May 8, 1945 entered into force.

Globally, attitudes are changing. More and more young people appreciate the value of a tolerant and diverse society.

We have come a long way. But the many discussions in these last days – during the sessions as well as during the breaks – underlined that a further intensification and closer coordination of our efforts is needed, both at home in our respective countries, on the global stage in Geneva and New York, and worldwide, wherever the human rights of LGBTIQ remain unprotected.

The main agents of change are civil society activists. With courage and creativity you fight for equal rights, in defiance of widespread harassment and violence. Sometimes you risk your lives. The Equal Rights Coalition is an excellent way to support you. We want to work together with our partners in order to further strengthen civil society, and to send a clear message to activists around the globe: We stand on your side, you are not alone!

Thank you!

Luxembourg: Déclaration de SE M. Marc Bichler, Ambassadeur itinérant pour les droits de l'homme du Luxembourg

Monsieur le Président,
Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de transmettre les salutations du Gouvernement luxembourgeois aux participants de cette importante conférence de la Coalition pour les droits égaux sur les droits humains des personnes LGBTI et le développement inclusif. Nos plus sincères remerciements vont à nos hôtes et aux co-présidents pour l'accueil et l'organisation dont nous bénéficions ici à Vancouver. Le Luxembourg a rejoint la Coalition pour les droits égaux le 26 mars 2018. Nous avons souscrit aux Principes fondateurs de la Coalition avec d'autant plus d'enthousiasme que nous avons pu nous rendre compte de l'important travail que les membres de la Coalition avaient pu faire depuis le lancement de l'initiative par l'Uruguay et les Pays Bas, à Montevideo, en juillet 2016. C'est dans cet esprit que mon pays condamne toutes les discriminations, tous les actes de violence et discours de haine envers des personnes en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou de la variation de leurs caractéristiques sexuées. Nous sommes intimement convaincus qu'il s'agit là de violations graves des droits humains et fondamentaux – droits qui doivent être protégés par la communauté internationale et qui sont bien sûr inscrits dans la Constitution de mon pays.

Dans ce contexte, je suis particulièrement fier de pouvoir annoncer l'aboutissement de deux initiatives récentes qui documentent l'appui du Gouvernement aux personnes LGBTI dans la lutte pour le respect de leurs droits et pour lesquelles les ministères de la Justice et de la Famille et de l'Intégration ont fourni un important travail de coordination.

Permettez-moi tout d'abord d'attirer votre attention sur le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTI que le Gouvernement vient d'adopter il y a tout juste deux semaines. Les objectifs du plan d'action sont la mise en oeuvre des engagements pris par le Luxembourg au niveau international, de rassembler et de coordonner les actions en cours et à venir. Le plan d'action tient également compte des études récentes et des recommandations de la part des ONG défendant les intérêts des personnes LGBTI. Ainsi le plan d'action reconnaît-il clairement qu'il n'existe pas un groupe homogène de personnes LGBTI et que les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes vivent des réalités souvent très différentes. Il est impératif que nous les respections.

La deuxième initiative luxembourgeoise dont je voudrais faire état aujourd'hui, vise la mise en oeuvre par mon pays de la recommandation du Conseil de l'Europe sur la discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe de 2015. Elle se place également dans le contexte de l'Examen périodique universel du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme, en janvier de cette année, à l'occasion duquel – et en présence de notre Ministre des Affaires étrangères et européennes – les efforts luxembourgeois en faveur des personnes lesbiennes, gays, transgenres et intersexes ont été salués et le Gouvernement a été encouragé à légiférer en la matière.

C'est désormais chose faite. En date du 25 juillet, le Parlement a adopté une loi qui permet à l'avenir aux personnes transgenres et intersexes de changer plus facilement et plus rapidement la mention de leur sexe et de leur prénom à l'état civil. L'ancienne procédure judiciaire lourde a été remplacée

par une procédure purement administrative qui n'exige plus la production d'un certificat médical, voire une intervention chirurgicale ou un traitement hormonal. – La société civile, et notamment l'ONG Intersex & Transgender Luxembourg, ont salué ce qu'ils appellent « une loi progressiste qui apportera un grand soulagement aux personnes concernées ».

Par ces nouvelles mesures innovantes au niveau national, le Gouvernement signale clairement aux personnes LGBTI : Votre combat est aussi le nôtre ! – Cette position vaut bien sûr également pour l'engagement que le Luxembourg met à jour au niveau international.

Le respect des droits humains et le développement humain inclusif et durable constituent deux piliers importants de notre politique étrangère. Le Luxembourg est un adepte fervent du multilatéralisme, et nous nous inquiétons des effets d'érosion et des attaques plus ou moins ouvertes sur les principes de l'universalité, de l'indivisibilité et de l'inaliénabilité des droits humains.

Face à des défis globaux de taille tels l'insécurité, les changements climatiques ou les discriminations de toutes sortes, les réponses collectives de la communauté internationale doivent être plus percutantes que jamais. Elles doivent être renforcées et non pas affaiblies. A cet égard, l'engagement et le travail de la Coalition pour les droits égaux vont dans le bon sens. Le choix de placer notre conférence sous le sigle des droits LGBTI et développement inclusif est éminemment pertinent, car le respect des droits humains et les efforts pour un développement inclusif et durable ont vocation d'aller main dans la main. L'Agenda 2030 et les Objectifs du développement durable adoptés par les chefs d'Etat et de gouvernement en 2015, l'affirment sans la moindre ambiguïté. D'ailleurs, comment saurait-il en être autrement ? En effet, comment peut-on espérer, d'un côté, que les effets de nos efforts soient durables si, de l'autre côté, certaines personnes ou certains groupes de personnes sont laissés sur le bord de la route ? C'est précisément pourquoi, à Luxembourg, notre stratégie générale de coopération au développement – à laquelle nous allouons annuellement un pour cent de notre RNB – se réfère systématiquement au cadre juridique des droits de l'homme, et nos efforts de promotion des droits de l'homme font partie intégrante de nos contacts avec nos partenaires dans les pays en développement.

Monsieur le Président,
Madame la Présidente,

Soyez assurés que, dans le contexte de notre candidature pour un siège au Conseil des droits de l'homme pour les années 2022-2024, le Luxembourg continuera d'oeuvrer à la promotion et la protection des droits humains de toutes les personnes et notamment des personnes LGBTI.
Je vous remercie de votre attention.

*The Netherlands: Speech by the Dutch Minister of Education, Culture and Science,
Ingrid van Engelshoven*

Check against delivery

Good morning,

As Minister responsible for equal rights, I'm always on duty.

I want to act quickly when people face discrimination or harassment simply because of who they are.

I want to act quickly to prevent people and organisations from chipping away at equal rights.
To challenge those people and get them to change.

The same way you do, in your countries.

I believe timely action is essential.

And I take that literally. That's why every January, the first New Year's reception invitation I accept is the one hosted by COC Netherlands.

COC Netherlands has been fighting for equal rights and social acceptance for the LGBTI community since 1946.

And they know how to host a good new year's party.

I've never been anywhere else where people can so completely be themselves. If it were up to me, I'd invite you all!

By attending the event I'm sending a clear message: LGBTI equality means the world to me.

By being here today, we're all saying that LGBTI equality means the world to us.

The Netherlands is proud to be one of over 30 countries that founded this coalition in Montevideo.

And that location is important. LGBTI rights are universal and not limited by geography.

It's encouraging to see so many different countries from so many different regions represented at this conference.

I want to thank the colleagues in Canada and Chile for their leadership in the Equal Rights Coalition.

And I want to welcome Cabo Verde, the first African member of the coalition.

I'm keen to see what we can learn from you, as we move forward together.

After all, what unites us is that we all want to improve ourselves.

And that includes the Netherlands.

In terms of legal protections, the Netherlands is doing pretty well. But when it comes to social acceptance, we can do a lot better. LGBTI people still face violence, intimidation and other threats to their safety.

In the street, at home, at work and at school.

Equal treatment doesn't come at the push of a button. But we can work hard to promote it each and every day.

That's why I've concluded strategic partnerships with national LGBTI organisations. It's important that we put our principles into practice, in my home country and 'backyard'. An open dialogue between governments and NGO's is valuable in reaching that goal.

You are working to improve the situation in your regions. And the Netherlands is working with countries in various regions and with a range of regional LGBTI-organisations.

So that everyone can be themselves. Every minute. Everywhere. Not just at a New Year's reception.

Dear all,

Back in 2010, during the Vancouver Winter Olympics, taking part was just as important as winning.

Here, in 2018, we can do both. The more countries join us on the path to equality – whether it's today, next week or next year – the more we are working towards our victory.

Thank you.

Portugal: Speech by the Secretary of State for Citizenship and Equality, Rosa Monteiro

It is my great pleasure to be here. On the one hand, to express once more the support and commitment of the Government of Portugal with the protection and advancement of the rights of LGBTI people. On the other, to learn from existing policies and practices with all of you. I am sure our diversity will enable us to grow stronger and expand our collaboration in the near future.

I am especially glad to be the bearer of good news from Portugal. Let me give you some important examples.

This year, for the first time in Portugal, a specific Action Plan has been adopted by the Government to combat discrimination on the basis of sexual orientation, gender identity and expression, and sex characteristics.

This Action Plan is part of the new National Strategy for Equality and Non Discrimination, and it contains concrete indications regarding measures to be implemented, targets, budget and monitoring for the next four years. It will enable us to better prevent discrimination and violence in public and private life; to collect more data and knowledge on the experiences and needs of LGBTI people; and to ensure that gender and sexual diversity is paid attention in all sectors of governance, rather than put into a compartment and treated as a minor accessory to equality policies.

In line with this Action Plan, we are currently working to incorporate LGBTI issues in the strategic orientations and actual practices of schools, municipalities, security forces, victim support services and other key actors on the ground.

Another major development has been the approval by our national parliament, last month, of a law proposed by the Government to establish the self-determination of gender identity and expression and the protection of sex characteristics.

After legal achievements in the last years with regard to marriage, child adoption, discrimination in employment or hate crimes, this is the first time a legal framework exists in Portugal to fully protect trans and intersex people, including new rights and procedures in several fields – education, healthcare,

official documents and more. Following the examples of countries like Argentina, Malta and Norway, trans persons in Portugal will be able to change their legal documents without any medical diagnosis. Also, in a critical advancement for the rights of intersex persons, treatments and interventions at any age without the person's consent (except in cases of proven risk for the person's health) will now be forbidden with the new law.

As to the valuable work done by civil society organisations, we have been able to secure and improve cooperation and funding, recognizing their role as key partners for their experience and permanent activities with LGBTI people. This is how a variety of services are maintained, catering to different profiles and needs in this population.

NGOs also play a leading role in the training of professionals and awareness-raising initiatives, bringing in original and effective approaches. Very recently, the work of collaboration between Government, civil society and a municipality in the north of Portugal made it possible to open the first emergency shelter specialised in supporting LGBTI people in the country.

Last but not the least, Portugal hosted the Idahot Forum 2018, a meeting at the European level that happens once a year, on the occasion of the International Day Against Homophobia, Transphobia and Biphobia, and gathers representatives from governments as well as local and international organisations to share and discuss developments. A total of 250 participants attended this meeting in May, including – in the case of Portugal – Ministers and Secretaries of State responsible for policies in the field of equality, education and youth.

Let there be no doubts: much work is still to be done and many urgent problems to solve. We must certainly expand our efforts and improve our capabilities to make sure all situations of discrimination and violence are adequately condemned and prevented.

The task is also to 'leave no one behind': LGBTI people are diverse, and measures must be designed and implemented to tackle the intersection of disadvantages and the particularities of – for instance – an LGBTI elderly person; or a Roma lesbian woman; or a trans woman with a disability; among many other cases.

Good practices in other countries provide important lessons and standards. In some others, worrisome trends are emerging or gaining momentum. There is no alternative other than expressing our solidarity and support to people persecuted or threatened by whatever source of power, in any place of the world.

Our duty is not merely to say it, but to do it – reinforcing our commitments and policies to advance the rights of LGBTI people in this world that we share.

Thank you very much.

Spain: National Statement

España se encuentra fuertemente comprometida en la lucha contra la discriminación, el odio y la intolerancia contra las personas LGBTI. Garantizar un modelo de sociedad en el que nadie pueda ser discriminado por su orientación sexual o identidad de género, en el que puedan expresarse libremente

los afectos y celebrarse la diversidad como un importante activo social, constituye un objetivo fundamental para el Gobierno de España.

A nivel nacional, España está desarrollando una ambiciosa agenda con la creación de la Dirección General para la Igualdad de Trato y Diversidad en el Ministerio de Presidencia, Relaciones con las Cortes e Igualdad, la devolución del derecho del acceso a las técnicas de reproducción asistida a mujeres lesbianas o bisexuales, o la declaración del día 28 de junio como Día Nacional del Orgullo LGBTI. Se profundizará en la mejora de los sistemas de recogida de datos sobre discriminación y crímenes de odio. De igual manera se prestará una especial formación de los profesionales sanitarios y las fuerzas policiales, la inserción sociolaboral, en especial de las mujeres transexuales, la propuesta de normas que mejoren las condiciones de vida y garanticen el derecho a la igualdad y la formulación de iniciativas y actividades de sensibilización social información, participación, y cuantas otras sean necesarias para la promoción de la igualdad de trato, la no discriminación y la mejora de las condiciones de vida de las personas LGBTI.

A nivel internacional, la no discriminación por razón de orientación sexual e identidad de género es una de las prioridades de la política exterior española en materia de derechos humanos. Consecuentemente, impulsamos numerosas y muy variadas acciones en defensa de los derechos de las personas LGBTI tanto a nivel bilateral con terceros países como en diferentes foros multilaterales. España participa activamente en el Mecanismo del Examen Periódico Universal del Consejo de Derechos Humanos, suscitando preguntas y articulando recomendaciones dirigidas a aquellos países en los que se detectan violaciones de los derechos humanos de las personas LGBTI. Somos miembros fundadores de la Coalición por la Igualdad de Derechos y en 2017 nos adherimos al LGBTI Core Group de Naciones Unidas. Apoyamos y respaldamos la figura y el mandato del Experto Independiente de Naciones Unidas sobre la protección contra la violencia y la discriminación basada en la orientación sexual y la identidad de género. El año pasado, la Universidad Autónoma de Madrid albergó la Conferencia Mundial de Derechos Humanos de personas LGBTI en el marco de las celebraciones del WorldPride Madrid 2017.

Thailand, Statement by, H.E. Mr. Vijavat Isarabhakdi, Advisor to the Ministry of Foreign Affairs of Thailand

Excellencies,
Distinguished Participants,

It is indeed an honor for me to represent Thailand at this important and timely meeting -- to witness and take part in the Coalition's efforts to advance the human rights and inclusion of LGBT persons. For me, it is a personal pleasure to be back in this beautiful country with its warm and friendly people once again. I wish to thank the Canadian and Chilean governments for giving us this opportunity to hear first-hand the voices of the LGBTI communities from around the globe.

As some of you may already know, Thailand is home to one of the first ever transgender politicians. We possess the highest rate of sex reassignment surgeries in the world. And we are now moving towards becoming the first Southeast Asian country to legalise same-sex marriage through legislation.

Thailand's Constitution guarantees equal rights and protection under the law and non-discrimination to everyone, regardless of their sexual orientation and gender identity. Our Gender Equality Act, passed several years ago, is a milestone legislation for addressing discrimination beyond gender binary. Our National Human Rights Plan includes a specific section on sexual orientation and gender identity.

The Thai society is firmly rooted in a culture of tolerance and acceptance, embracing LGBTI persons and others, both nationals and visitors, from all walks of life, and from every corner of the world.

Yet, we recognize that much more remains to be done. Last year the Thai Government declared human rights a national agenda. We are finalizing our Civil Partnership Bill to ensure the right to marry, the right to property and the right to child adoption, among others, for LGBTI persons. We have also started to implement separate measures for such persons, including providing separate facilities for LGBTI inmates in some of our major penitentiaries.

Excellencies,
Distinguished Participants,

This has been a most valuable conference. We have learned a lot over the past two days, including best practices and innovative solutions involving LGBTI issues. But our work must not stop here. We must continue to promote human rights education to raise awareness, especially among children and youth, as well as to engage civil society, local communities and the private sector, in an inclusive and participatory process.

This Conference has inspired us to do more, and to work harder until the noble goals of the Universal Declaration of Human Rights for all peoples is fully realized. The freedom, dignity and equal rights to which we are all entitled from the day of our birth must be a living reality each and every day of our lives.

I thank you.

World Health Organization – Remarks delivered by Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Director-General

Excellencies, friends, colleagues,

Greetings from Geneva. Thank you for inviting me to speak to you today, and I'm really sorry I can't be with you in Vancouver.

I'd especially like to thank Canada and Chile for their leadership in establishing the Equal Rights Coalition. We share your vision for advancing the health and human rights of all LGBTI people.

WHO was founded 70 years ago on the conviction that health is a human right for all people.

That conviction is as strong today as it was then. No one should be deprived the care they need because of their gender identity, sexual orientation or characteristics, or for any other reason.

That is exactly what the Sustainable Development Goals call for – a world in which no one is left behind.

Universal health coverage is the best way to protect everyone’s health rights. But we know that many LGBTI people around the world face barriers in accessing health services.

We’re working to tear down those barriers.

For example, WHO no longer classifies gender incongruence as a mental health disorder in the International Classification of Diseases. We hope this small change will help to reduce stigma for transgender people and increase access to services.

But there is more we can all do.

We need more and better disaggregated data, so we can see who is being left behind, and why.

We need people-centred services that address the unique needs of LGBTI communities.

We must tackle discrimination in health care.

And we must address the social, legal, economic and cultural barriers to care.

Thank you for your commitment to justice and health. Together, we can build a healthier, safer, fairer world.

I thank you.

United States: Remarks by John J. Sullivan, Deputy Secretary of State

Excellencies, friends, and colleagues: I regret that I'm unable to join you today in beautiful Vancouver for such an important meeting. Although I can't be there in person, I'm honored to be able to address you through this message on behalf of the United States.

Two years ago in Montevideo, our countries committed to advancing human rights and to supporting inclusive development for all persons regardless of sexual orientation, gender identity or expression, and sex characteristics. We agreed to translate from ambition to action the principle enshrined in the Universal Declaration of Human Rights that human rights are universal and that LGBTI persons are entitled to the same dignity, rights, and freedoms as everyone else.

In just two years, our Equal Rights Coalition has made significant strides. The Coalition has been on the leading edge of the international community's response to human rights violations and abuses such as those committed in Chechnya and elsewhere around the world. Together, we have encouraged countries to repeal laws criminalizing LGBTI status or conduct. Coalition members around the world are working with civil society partners to maximize our support for brave human rights defenders on the frontlines fighting for progress in the world's most challenging environments. This progress has been possible not only thanks to Canada and Chile’s steady leadership as co-chairs, but also due to the energy

and commitment of all coalition members, civil society organizations, and diplomatic partners. We are grateful for your tireless efforts at shaping a shared agenda.

Despite this progress, we understand that much work remains to make good on the promise of our coalition. The United States looks forward to exploring in concrete terms what we can do together to address criminalization of LGBTI status or conduct and the serious levels of violence and discrimination targeting LGBTI persons. We are eager to discuss ways that the coalition can support and recognize governments and civil society activists who are pressing for positive reforms. We encourage discussion on how the coalition can work collectively in global and regional fora and how we can better coordinate donor assistance.

This coalition, like our societies, is strengthened by our diversity. As Deputy Secretary of State, I have sought to strengthen and advance this issue not only overseas but also within the United States government. I've learned that accounting for diversity strengthens our own resolve and enables us to learn about innovative approaches that benefit all. Respectful dialogue yields positive outcomes. We value your active engagement, unique perspectives, and diverse views. Our collective success depends on it.

I'm proud that our delegation from the United States includes senior representatives from the Department of State, Department of Justice, and USAID. We are striving to do better by sharing our own challenges, particularly in addressing bias-motivated violence targeting the LGBTI community and ensuring Development Assistance is truly inclusive.

Addressing the threats and unique human rights challenges of LGBTI persons will require our unflinching vigilance. As our coalition works to uphold human rights and fundamental freedoms, the United States will remain a steadfast partner. We encourage a frank and honest exchange of views in the coming days and continued collaboration with our coalition partners to ensure that no one is left behind. Thank you.